RCS : PERPIGNAN
Code greffe : 6601

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PERPIGNAN atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2016 B 00588
Numéro SIREN : 819 923 228
Nom ou dénomination : Onedirect Holding - ODH

Ce dépôt a été enregistré le 27/05/2016 sous le numéro de dépôt A2016/002970

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
PERPIGNAN

444455

Dénomination : Onedirect Holding - ODH
Adresse : 58 avenue de Rivesaltes 66240 Saint-esteve -FRANCE-

n° de gestion : 2016B00588
n° d'identification : 819 923 228

n° de dépôt : A2016/002970
Date du dépôt : 27/05/2016

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 10/05/2016

444455

Greffe du Tribunal de Commerce de Perpignan - 4 rue André Bosch BP 70441
66834 PERPIGNAN Cedex
Tél 08 91 01 11 11 - Fax 04 68 34 55 60

Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT PERPIGNAN-TEC
Le 20/05/2016 Bordereau n°2016/702 Case n°25
Enregistrement : 500 €
Total liquidé : cinq cents euros
Montant reçu : cinq cents euros
Le Contrôleur des finances publiques
Pénalités :

Isabelle LOCAND
Contrôleur des Impôts

Onedirect Holding - ODH

Société par actions simplifiée
au capital de 1.000 €

Siège social : Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesalte

819 923 228 RCS Perpignan

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE ET DE LA COLLECTIVITE DES A
EN DATE DU 10 MAI 2016

PROCES-VERBAL

L'an deux mille seize, le dix mai,

ODInvest
Société par actions simplifiée au capital de 10.387.044 €,
Dont le siège social est situé à Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesaltes,
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Perpignan sous le numéro 819 897 364,
Représentée par Monsieur Jacques Spicq, dûment habilité à l'effet des présentes,

Associé unique de la Société (l'"**Associé Unique**"),

En présence de :

Monsieur Philippe Guisset,

Président de la Société,

Et de :

1. **MOD**, société par actions simplifiée au capital de 175.902 €, dont le siège social est à Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesaltes, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Perpignan sous le numéro 819 920 455, représentée par Monsieur Adrien Velter, dûment habilité à l'effet des présentes,
2. **Monsieur Philippe Guisset**, né le 9 février 1963 à Enghien les Bains (95), demeurant à Neuilly-sur-Seine (92200) – 59, boulevard du Château,
3. **Monsieur Emmanuel Stern**, né le 29 mars 1965 à Chatou (92), demeurant à Perpignan (66000) – 4, rue Diderot,
4. **Monsieur Hervé Lafont**, né le 4 octobre 1966 à Rennes (35), demeurant à Barcelone (Espagne) – Calle Cavallers 82,
5. **Madame Nathalie Massia,** née le 2 avril 1970 à Villecresnes, demeurant à Rivesaltes (66600) – 4, rue de la Llobère,
6. **Madame Isabelle Moulinat,** née le 13 janvier 1965 à Poitiers, demeurant à Sitges (08870 - Espagne) – Calle Enrique Morera, 28 Casa 2,
7. **Madame Anita Brajone,** née le 29 décembre 1966 à Turin, demeurant à Barcelone (08021 – Espagne) – Avenida Diagonal 606 2-1,
8. **Madame Marina Weiskal,** née le 29 avril 1977 à Santa Fe, demeurant à Barcelone (08019 – Espagne) – C/llul 356-torre B-2 6,
9. **Monsieur Javier Lillo Ugedo,** né le 6 novembre 1963 à Toledo, demeurant à Céret

(66400) – 29, chemin de Vivès,

10. **Monsieur Adrien Velter,** né le 16 février 1980 à Sète, demeurant à Perpignan (66000) – 5, rue Jacques Esperandieu,
11. **Banque Populaire Développement,** société anonyme au capital de 456.116.688 €, dont le siège social est situé à Paris (75007) – 5/7, rue de Monttessuy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 378 537 690, représentée Monsieur Jacques Spicq, dûment habilité à l'effet des présentes,
12. **Naxicap Opportunities I,** fonds professionnel de capital investissement représenté par sa société de gestion Naxicap Partners, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 1.510.016 €, dont le siège social est à Paris (75007) – 5/7, rue de Monttessuy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 437 558 893, elle-même représentée par Monsieur Jacques Spicq, dûment habilité à l'effet des présentes,
13. **Naxicap Opportunities IV,** fonds professionnel de capital investissement représenté par sa société de gestion Naxicap Partners, société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 1.510.016 €, dont le siège social est à Paris (75007) – 5/7, rue de Monttessuy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 437 558 893, elle-même représentée par Monsieur Jacques Spicq, dûment habilité à l'effet des présentes,
14. **Naxicap Rendement 2018,** société par actions simplifiée au capital de 46.287.000 €, dont le siège social est à Paris (75007) – 5/7, rue de Monttessuy, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 522 212 182, représentée par Monsieur Jacques Spicq, dûment habilité à l'effet des présentes,
15. **BNP Paribas Développement,** société anonyme à conseil d'administration, dont le siège social est sité à Paris (75009) – 20, rue Chauchat, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 348 540 592, représentée par Madame Valérie Breitenstein, dûment habilité aux fins des présentes,

Les personnes numérotées 2 à 10 ci-dessus étant ci-après dénommées ensemble les « **Apporteurs** » et individuellement un « **Apporteur** »,

Les personnes susvisées étant (i) appelées à participer aux présentes décisions dès leur entrée dans le capital social de la Société et/ou (ii) invitées à la présente réunion à l'effet de souscrire les OC et/ou les OS,

ODInvest est désigné comme secrétaire.

Etant précisé que

E&Y Audit
1025, rue Henri Becquerel – CS 39920
34961 Montpellier Cedex 2

Commissaire aux comptes titulaire de la Société, est absent et excusé,

Après avoir pris connaissance des éléments suivants :

1. Les statuts de la Société ;
2. Le texte des décisions,
3. Le rapport du Président ;
4. Le rapport du Commissaire aux avantages particuliers ;
5. Le rapport du Commissaire aux apports ;
6. Le rapport du Commissaire à la vérification de l'actif et du passif ;
7. Les rapports spéciaux du Commissaire aux comptes ;
8. Les termes et conditions des actions de préférence dites « **ADP** » ;
9. Les termes et conditions des actions de préférence dites « **ADP IT** » ;

10. (i) Le traité d'apports devant être conclu entre Monsieur Emmanuel Stern et Monsieur Hervé Lafont en qualité d'apporteurs et la Société en qualité de société bénéficiaire (la « **Convention d'Apport I** »), (ii) les traités d'apports devant être conclus entre Monsieur Philippe Guisset en qualité d'apporteur et la Société en qualité de société bénéficiaire (la « **Convention d'Apport II** ») et (iii) le traité d'apports devant être conclu entre Madame Nathalie Massia, Madame Isabelle Moulinat, Madame Anita Brajone, Madame Marina Weiskal, Monsieur Javier Lillo Ugedo et Monsieur Adrien Velter en qualité d'apporteurs et la Société en qualité de société bénéficiaire (la « **Convention d'Apport III** », et ensemble avec la Convention d'Apport I et la Convention d'Apports II, les « **Conventions d'Apport** ») aux termes desquels les Apporteurs seraient disposés à procéder à des apports au profit de la Société d'une partie des titres qu'ils détiennent, tels que visés dans les Conventions d'Apport (ci-après, les "**Titres Apportés**") de la société Onedirect Participations, société par actions simplifiée au capital de 12.231.222,40 €, dont le siège social est sis à Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesaltes – ZA La Mirande, et immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Perpignan sous le numéro 523 784 684 (ci-après « **ODP** »), (ci-après, les apports réalisés au titre de la Convention d'Apports I seront désignés l'« **Apport I** », les apports réalisés au titre de la Convention d'Apports II seront désignés l'« **Apport II** » et les apports réalisés au titre de la Convention d'Apports III seront désignés l'« **Apport III** », collectivement les « **Apports** ») ;
11. Le projet de contrat d'obligations convertibles (les « **OC** ») ;
12. Le projet de statuts refondus de la Société ;
13. Le contrat de cession de titres relatif à la cession des actions Onedirect Participations en date du 21 mars 2016 (le « **Contrat de Cession** ») ;
14. Le projet de convention de prêt senior devant être conclu entre, *inter alia*, la Société en qualité d'Emprunteur, BNP Paribas, Banque CIC Sud-Ouest, Crédit Lyonnais, Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon et Société Générale en qualité de Banques, BNP Paribas et Crédit Lyonnais en qualité d'Arrangeurs Mandatés et BNP Paribas en qualité d'Agent et d'Agent des Sûretés tels que les termes commençant par une majuscule sont définis dans la convention de prêt senior (la « **Convention de Prêt Senior** ») portant sur un prêt pour un montant total de 17.000.000 € en deux tranches : une tranche de 12.600.000 € (la "**Tranche A**") et une tranche de 4.400.000 € (la "**Tranche B**"), étant précisé que l'encours global de la Tranche A portera intérêts à un taux annuel égal à la somme de l'EURIBOR trois (3) mois, du taux de 1,90% l'an dégressif à 1,70 % si 1 < Ratio R2 < ou = à 2 et à 1,50 % si Ratio R2 < ou = à 1 et, le cas échéant, des Coûts Obligatoires (tels que ces termes sont définis dans la Convention de Prêt Senior) et que l'encours global de la Tranche B portera intérêts à un taux annuel égal à la somme de l'EURIBOR trois (3) mois, du taux de 2,30% l'an dégressif à 2,10 % si 1 < Ratio R2 < ou = à 2 et à 1,90 % si Ratio R2 < ou = à 1 et, le cas échéant, des Coûts Obligatoires (tels que ces termes sont définis dans la Convention de Prêt Senior), devant être remboursées en totalité dans un délai de 6 ans et 7 mois maximum pour la Tranche A et dans un délai de 7 ans maximum pour la Tranche B ;
15. Le projet de contrat de prise ferme intitulé « contrat de prise ferme », devant être conclu entre, *inter alia*, la Société en qualité d'Emetteur, Naxicap Rendement 2018 en qualité d'Arrangeur Mandaté, d'Agent des Souscripteurs, d'Agent des Paiements et de Souscripteur et Banque Populaire Développement en qualité de Souscripteur, tels que les termes commençant par une majuscule sont définis dans le contrat de prise ferme (le « **Contrat de Souscription** ») portant sur l'émission par la Société de nouvelles obligations pour un montant total de 5.000.000 € portant intérêt à un taux de 4,5 % l'an plus une marge PIK de 5,5% devant être remboursées dans un délai de sept (7) ans et six (6) mois (les « **Obligations** ») ;
16. Le projet de termes et conditions des Obligations (les « **Termes et Conditions des Obligations** » ;

17. Le projet de convention inter-créanciers intitulée « convention inter-créanciers » devant être conclue entre, *inter alia*, la Société en qualité d'Emprunteur, BNP Paribas en qualité d'Agent des Créanciers Senior et d'Agent des Sûretés Habilité, BNP Paribas, Banque CIC Sud-Ouest, Crédit Lyonnais, Caisse d'Epargne et de Prévoyance du Languedoc-Roussillon et Société Générale en qualité de Prêteurs Senior, Naxicap Rendement 2018 en qualité d'Agent des Titulaires des Obligations Mezzanine, les Titulaires des Obligations Mezzanine, Naxicap Partners en qualité d'Agent des Titulaires des OC, les Titulaires des OC et les Associés, tels que les termes commençant par une majuscule sont définis dans la convention inter-créanciers (la « **Convention Inter-Créanciers** ») ;
18. Le projet de convention relative à l'Avance en Compte Courant Emprunteur-Cible (tel que ce terme est défini dans la Convention de Prêt Senior) ;
19. Le projet de Convention de Nantissements de Comptes de Titres Financiers (tel que ce terme est défini dans la Convention de Prêt Senior) relative :
    a. au nantissement de compte de titres financiers de premier rang devant être consenti par la Société au profit Créanciers Nantis (tel que ce terme est défini dans la Convention de Nantissements de Comptes de Titres Financiers) portant sur le compte-titres sur lequel est inscrite la totalité des titres que la Société détient dans le capital d'ODP afin de garantir toutes sommes dues par la Société au titre des Documents de Financement et des Documents de Financement Obligations Mezzanine (tels que ces termes sont définis dans la Convention de Prêt Senior) (le « **Nantissement de Compte de Titres Financiers Onedirect Participations** »), et
    b. au nantissement de compte de titres financiers de premier rang devant être consenti par la Société au profit des Créanciers Nantis (tel que ce terme est défini dans la Convention de Nantissements de Comptes de Titres Financiers) portant sur le compte-titres sur lequel est inscrite initialement une action que la Société détient dans le capital de la société Onedirect, société par actions simplifiée au capital de 150.000 €, dont le siège social est situé à Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesaltes, BP 4, ZI La Mirande, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Perpignan sous le numéro 421 715 731, afin de garantir toutes sommes dues par la Société au titre des Documents de Financement et des Documents de Financement Obligations Mezzanine (tels que ces termes sont définis dans la Convention de Prêt Senior) (le « **Nantissement de Compte de Titres Financiers Onedirect** ») ;
20. Le projet de déclaration de nantissement relative au Nantissement de Compte de Titres Financiers Onedirect Participations ;
21. Le projet de déclaration de nantissement relative au Nantissement de Compte de Titres Financiers Onedirect ;
22. Le projet de nantissement des créances détenues par la Société envers ODP au titre de l'Avance en Compte Courant Emprunteur-Cible (tel que ce terme est défini dans la Convention de Prêt Senior) devant être consenti par la Société au profit des Créanciers Nantis (tel que ce terme est défini dans cette convention) afin de garantir toutes sommes dues par la Société au titre des Documents de Financement (tel que ce terme est défini dans la Convention de Prêt Senior) (le « **Nantissement de Créances Avance en Compte Courant ODP** ») ;
23. La clause de la Convention de Prêt Senior de délégation imparfaite des assurances hommes-clés conclues par la Société sur les têtes de Monsieur Philippe Guisset à hauteur d'un montant de 1.500.000 €, Monsieur Philippe Viry à hauteur d'un montant de 250.000 € et Monsieur Adrien Velter à hauteur d'un montant de 250.000 € (les « **Délégations des Contrats d'Assurance Homme-Clé** »),
24. Le projet de convention de prestations de services ;
25. Le projet de convention de trésorerie.

A pris les décisions suivantes :

- Constatation de la libération intégrale du capital social de la Société ;
- Augmentation du capital social de la Société en numéraire d'un montant global de 8.576.551 €, par émission de 8.576.551 actions ordinaires nouvelles (ci-après, les "**Actions Ordinaires**") de la Société de 1 € de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission de 0,04 € par Action Ordinaire émise, avec maintien du droit préférentiel de souscription ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire par émission d'Actions Ordinaires ;
- Création d'actions de préférence dites "**ADP**" ; termes et conditions desdites ADP et modification corrélative des statuts ;
- Création d'actions de préférence dites "**ADP IT**" ; termes et conditions desdites ADP IT et modification corrélative des statuts ;
- Augmentation du capital social de la Société en numéraire d'un montant global de 17.808 €, par émission de 17.808 ADP de la Société de 1 € de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission de 0,11 € par ADP émise, avec maintien du droit préférentiel de souscription ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire par émission d'ADP ;
- Augmentation du capital social de la Société en numéraire d'un montant global de 454.725 €, par émission de 454.725 ADP IT de la Société de 1 € de valeur nominale chacune, avec une prime d'émission de 0,04 € par ADP IT émise, avec maintien du droit préférentiel de souscription ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en numéraire par émission d'ADP IT ;
- Emission d'un emprunt obligataire en numéraire d'un montant global de 8.887.030,88 € par émission de 8.545.222 obligations convertibles en Actions Ordinaires (ci-après, les "**OC**") ; termes et conditions desdites OC et conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'émission de l'emprunt obligataire par émission d'OC ;
- Approbation de l'Apport I consenti par Emmanuel Stern et Hervé Lafont (les "**Apporteurs I**") à la Société et de son évaluation ;
- Augmentation du capital social de la Société en rémunération partielle de l'Apport I d'un montant global de 1.442.321 €, par émission de 1.442.321 Actions Ordinaires nouvelles de 1 € de valeur nominal chacune ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport I par émission d'Actions Ordinaires ;
- Emission d'un emprunt obligataire en rémunération partielle de l'Apport I d'un montant global de 1.500.013,84 €, par émission de 1.442.321 OC nouvelles de 1,04 € de valeur nominal chacune ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'emprunt obligataire en rémunération partielle de l'Apport I par émission d'OC ;
- Approbation de l'Apport II consenti par Philippe Guisset (l'"**Apporteur II**") à la Société et de son évaluation ;
- Augmentation du capital social de la Société en rémunération partielle de l'Apport II d'un montant global de 692.385 €, par émission de 692.385 Actions Ordinaires nouvelles de 1 € de valeur nominal chacune ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport II par émission d'Actions Ordinaires ;
- Augmentation du capital social de la Société en rémunération partielle de l'Apport II

d'un montant global de 144.000 €, par émission de 144.000 ADP nouvelles de 1 € de valeur nominal chacune ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport II par émission d'ADP ;
- Augmentation du capital social de la Société en rémunération partielle de l'Apport II d'un montant global de 269.985 €, par émission de 269.985 ADP IT nouvelles de 1 € de valeur nominal chacune ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport II par émission d'ADP IT ;
- Approbation de l'Apport III consenti par Nathalie Massia, Isabelle Moulinat, Anita Brajone, Marina Weiskal, Javier Lillo Ugedo et Adrien Velter (les "**Apporteurs III**") à la Société et de son évaluation ;
- Augmentation du capital social de la Société en rémunération partielle de l'Apport III d'un montant global de 33.032 €, par émission de 33.032 Actions Ordinaires nouvelles de 1 € de valeur nominal chacune ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport III par émission d'Actions Ordinaires ;
- Augmentation du capital social de la Société en rémunération partielle de l'Apport III d'un montant global de 18.192 €, par émission de 18.192 ADP nouvelles de 1 € de valeur nominal chacune ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport III par émission d'ADP ;
- Augmentation du capital social de la Société en rémunération partielle de l'Apport III d'un montant global de 33.032 €, par émission de 33.032 ADP IT nouvelles de 1 € de valeur nominal chacune ; conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport III par émission d'ADP IT ;
- Ratification et autorisations des opérations liées à la transmission de la société Onedirect Participations ;
- Emission d'un emprunt obligataire en numéraire d'un montant global de 5.000.000 € par émission de 5.000.000 d'obligations simples (ci-après, les "**OS**") ; termes et conditions desdites OS et conditions et modalités de cette opération ;
- Constatation de la réalisation de l'émission de l'emprunt obligataire par émission d'OS ;
- Refonte des statuts ;
- Nomination des membres du Conseil de Surveillance ;
- Nomination des censeurs ;
- Autorisation de signature de conventions réglementées ;
- Pouvoirs pour formalités ;
- Renonciation à des droits.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Prend acte de la libération intégrale du capital social de la Société, telle qu'en atteste une attestation établie par BNP Paribas en date du 19 avril 2016.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Décide d'augmenter le capital social d'un montant de 8.576.551 €, par l'émission au pair de 8.576.551 Actions Ordinaires nouvelles de la Société, de 1 € de valeur nominale chacune, avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Le prix d'émission des Actions Ordinaires nouvelles est fixé au prix unitaire de 1,04 € chacune, prime d'émission incluse, soit un montant d'émission global de 8.919.613,04 €.

La souscription aux Actions Ordinaires nouvelles sera reçue jusqu'au 13 mai 2016 contre remise du bulletin de souscription et du versement correspondant déposé sur le compte ouvert au nom de la Société auprès de BNP Paribas, qui établira un certificat de souscription et de versement.

La période de souscription sera close par anticipation dès paiement de l'intégralité du prix de souscription des Actions Ordinaires nouvelles. La durée de la période de souscription pourra être rallongée sur décision du Président.

Les Actions Ordinaires nouvelles devront, lors de leur souscription, être intégralement libérées pour la totalité de leur montant nominal, par versement en espèces ou par compensation avec une créance liquide et exigible sur la Société, dans les conditions prévues par la loi.

Les Actions Ordinaires nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de la présente augmentation de capital, entièrement assimilées aux actions ordinaires anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les Actions Ordinaires nouvelles porteront jouissance courante de sorte qu'elles ouvriront droit à tous dividendes qui seront mis en distribution à compter de leur souscription.

L'Associé Unique déclare avoir d'ores et déjà été informé des conditions et modalités de la souscription des Actions Ordinaires nouvelles, et renonce à se prévaloir des délais et formes requises prévus par les dispositions de l'article R.225-120 du Code de commerce.

L'Associé Unique donne tous pouvoirs au Président pour recueillir les souscriptions, recevoir les versements, prendre toutes mesures utiles, notamment toutes modifications statutaires au titre de la souscription et de la libération des Actions Ordinaires nouvelles qui ne serait pas réalisée ce jour, remplir toutes les formalités nécessaires pour exécuter la décision d'augmentation de capital et plus généralement procéder à la réalisation définitive de la présente augmentation de capital.

* * *

Le Président, à la demande de l'Associé Unique, suspend alors la séance.

ODInvest déclare renoncer partiellement à son droit préférentiel de souscription, conformément aux dispositions de l'article L.225-132 du code de commerce, au profit de personnes dénommées, la répartition des droits de souscription s'effectuant en conséquence comme suit :

Souscripteurs	Actions Ordinaires émises
ODInvest	8.544.225
MOD	32.326
Total	**8.576.551**

Il est alors proposé à ODInvest et MOD, bénéficiaires susnommés présents sur invitation, de signer leur bulletin de souscription respectif et de procéder au versement du montant de leur souscription ; il est ainsi procédé :

. à la signature par ceux-ci de leur bulletin de souscription et au versement en numéraire ou par compensation de créance de tout ou partie de leur souscription aux Actions Ordinaires ;

. à l'établissement, par BNP Paribas, présente, de l'attestation de dépôt des fonds, en deux exemplaires, faisant apparaître une souscription globale à hauteur de 7.419.597,04 € ;

. à la prise d'acte par la collectivité des associés de l'arrêté de compte établi par le Président constatant une créance d'ODInvest sur la Société d'un montant minimum de 1.500.016 €, lequel a été certifié par le Commissaire aux comptes.

La séance reprend ensuite.

* * *

TROISIEME DECISION

L'Associé Unique constate que les 8.576.551 Actions Ordinaires émises dans le cadre de la résolution qui précède se trouvent dès à présent souscrites par ODInvest et MOD, lesquels ont intégralement libéré le montant de leur souscription par versement d'espèces ou par compensation avec une créance liquide et exigible sur la Société à hauteur d'un montant global de 8.919.613,04 €, tel que cela ressort de l'attestation de dépôt des fonds établie par BNP Paribas ce jour et de l'arrêté de compte établi par le Président ce jour, et qu'en conséquence, l'augmentation de capital objet de la décision qui précède se trouve à ce jour intégralement réalisée.

L'Associé Unique prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 8.577.551 €, divisé en 8.577.551 Actions Ordinaires.

Et déclare que la séance se poursuit avec la participation de MOD, désormais associé de la Société, laquelle participera au vote des résolutions suivantes.

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, du rapport du Commissaire aux avantages particuliers et du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital par émission d'actions de préférence,

Décide de créer des actions de préférence dites "ADP", en sus des actions ordinaires existantes.

Les ADP seront assorties, en plus des droits reconnus aux actions ordinaires, des droits particuliers définis en **Annexe 1** du rapport du Président.

Les droits attachés aux ADP seront attachés aux actions et non à leur titulaire. Ils bénéficieront donc aux titulaires successifs des dites actions.

La catégorie des actions, ordinaire ou de préférence, détenues par chaque associé fera l'objet d'une mention spéciale dans les comptes individuels d'associés tenus par la Société.

En cas d'augmentation de capital en numéraire ou par incorporation de réserves, de distribution de dividendes sous la forme d'actions ou d'attribution d'actions gratuites, ou d'émission de valeurs mobilières donnant droit à des actions par conversion, échange, présentation d'un bon ou de tout autre manière, les actions nouvelles obtenues du fait de la détention d'anciennes ADP ou par l'exercice de droits ou bons de souscription attachés aux ADP seront elles-mêmes des ADP, auxquelles seront attachés les mêmes droits et privilèges.

Dans l'hypothèse de regroupement ou de division de la valeur nominale des actions de la Société ou opérations équivalentes, les actions attribuées au titre des ADP seront elles-mêmes des ADP.

En cas de suppression du droit préférentiel de souscription, l'assemblée précisera la catégorie des actions nouvellement émises.

Les ADP pourront, à tout moment, être immédiatement et intégralement converties en actions ordinaires, avec une parité d'une action ordinaire pour une ADP convertie, sur décision de l'assemblée générale des associés de la Société, conformément aux dispositions de l'article L.228-12 du code de commerce et après ratification de l'assemblée spéciale concernée, conformément aux dispositions de l'article L.225-99 du code de commerce.

Les droits attachés aux ADP ne pourront être modifiés que si cette modification est décidée par l'assemblée générale extraordinaire après approbation par l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de cette catégorie, conformément à la loi et aux règlements.

Les ADP ne pourront être rachetées par la Société que si ce rachat est décidé par l'assemblée générale extraordinaire, après approbation par l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de cette catégorie, conformément à la loi et aux règlements.

La collectivité des associés de la Société décide de modifier les statuts de la Société afin de refléter les droits attachés aux ADP tels que créés par la présente décision.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, du rapport du Commissaire aux avantages particuliers et du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

Sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'augmentation de capital par émission d'actions de préférence,

Décide de créer des actions de préférence dites "ADP IT", en sus des actions ordinaires et des ADP existantes.

Les ADP IT seront assorties, en plus des droits reconnus aux actions ordinaires, des droits particuliers définis en **Annexe 2** du rapport du Président.

Les droits attachés aux ADP IT seront attachés aux actions et non à leur titulaire. Ils bénéficieront donc aux titulaires successifs des dites actions.

La catégorie des actions, ordinaire ou de préférence, détenues par chaque associé fera l'objet d'une mention spéciale dans les comptes individuels d'associés tenus par la Société.

En cas d'augmentation de capital en numéraire ou par incorporation de réserves, de distribution de dividendes sous la forme d'actions ou d'attribution d'actions gratuites, ou d'émission de valeurs mobilières donnant droit à des actions par conversion, échange, présentation d'un bon ou de tout autre manière, les actions nouvelles obtenues du fait de la détention d'anciennes ADP IT ou par l'exercice de droits ou bons de souscription attachés aux ADP IT seront elles-mêmes des ADP IT, auxquelles seront attachés les mêmes droits et privilèges.

Dans l'hypothèse de regroupement ou de division de la valeur nominale des actions de la Société ou opérations équivalentes, les actions attribuées au titre des ADP IT seront elles-mêmes des ADP IT.

En cas de suppression du droit préférentiel de souscription, l'assemblée précisera la catégorie des actions nouvellement émises.

Les ADP IT pourront, à tout moment, être immédiatement et intégralement converties en actions ordinaires, avec une parité d'une action ordinaire pour une ADP IT convertie, sur décision de l'assemblée générale des associés de la Société, conformément aux dispositions de l'article L.228-12 du code de commerce et après ratification de l'assemblée spéciale concernée, conformément aux dispositions de l'article L.225-99 du code de commerce.

Les droits attachés aux ADP IT ne pourront être modifiés que si cette modification est décidée par l'assemblée générale extraordinaire après approbation par l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de cette catégorie, conformément à la loi et aux règlements.

Les ADP IT ne pourront être rachetées par la Société que si ce rachat est décidé par l'assemblée générale extraordinaire, après approbation par l'assemblée spéciale des titulaires d'actions de cette catégorie, conformément à la loi et aux règlements.

La collectivité des associés de la Société décide de modifier les statuts de la Société afin de refléter les droits attachés aux ADP IT tels que créés par la présente décision.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SIXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, du rapport du Commissaire aux avantages particuliers et du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

Décide d'augmenter le capital social d'un montant de 17.808 €, par l'émission de 17.808 ADP de la Société, dont les conditions et modalités sont définies en **Annexe 1** du rapport du Président, de 1 € de valeur nominale chacune, avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Le prix d'émission des ADP nouvelles est fixé au prix unitaire de 1 € chacune, avec prime d'émission de 0,11 € par ADP émise, soit un montant global de 19.766,88 €.

La souscription aux ADP nouvelles sera reçue jusqu'au 13 mai 2016, contre remise du bulletin de souscription et du versement correspondant déposé sur un compte augmentation de capital ouvert au nom de la Société auprès de BNP Paribas, qui établira un certificat de souscription et de versement.

La période de souscription sera close par anticipation dès paiement de l'intégralité du prix de souscription des ADP nouvelles. La durée de la période de souscription pourra être rallongée sur décision du Président.

Les ADP nouvelles devront, lors de leur souscription, être intégralement libérées pour la totalité de leur prix d'émission, par versement en espèces, dans les conditions prévues par la loi.

Les ADP, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital, jouiront des droits qui leur sont attachés et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les ADP nouvelles porteront jouissance courante de sorte qu'elles ouvriront droit à tous dividendes qui seront mis en distribution à compter de leur souscription.

La collectivité des associés de la Société déclare avoir d'ores et déjà été informée des conditions et modalités de la souscription des ADP nouvelles, et renonce à se prévaloir des délais et formes requises prévus par les dispositions de l'article R.225-120 du Code de commerce.

La collectivité des associés de la Société donne tous pouvoirs au Président pour recueillir les souscriptions, recevoir les versements, prendre toutes mesures utiles, notamment toutes modifications statutaires au titre de la souscription et de la libération des ADP qui ne serait pas réalisée ce jour, remplir toutes les formalités nécessaires pour exécuter la décision d'augmentation de capital et plus généralement procéder à la réalisation définitive de la présente augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

Le Président, à la demande de la collectivité des associés, suspend alors la séance.

ODInvest et MOD déclarent renoncer à leur droit préférentiel de souscription, conformément aux dispositions de l'article L.225-132 du code de commerce, au profit de bénéficiaires dénommés (étant précisé que MOD déclare souscrire à titre irréductible aux ADP), la répartition des droits de souscription s'effectuant en conséquence comme suit :

Souscripteurs	**ADP émises**
MOD	17.808
Total	**17.808**

Il est alors proposé à MOD, bénéficiaire susnommé présent sur invitation, de signer son bulletin de souscription et de procéder au versement du montant de sa souscription ; il est ainsi procédé:

(i) à la signature par MOD de son bulletin de souscription et au versement en numéraire du montant de sa souscription aux ADP ;

(ii) à l'établissement, par BNP Paribas, présente, de l'attestation de dépôt des fonds, en deux exemplaires, faisant apparaître une souscription globale à hauteur de 19.766,88 €.

La séance reprend ensuite.

* * *

SEPTIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société constate que les 17.808 ADP émises dans le cadre de la résolution qui précède se trouvent dès à présent souscrites par MOD, laquelle a intégralement libéré le montant de sa souscription par versement d'espèces à hauteur d'un montant global de 19.766,88 €, tel que cela ressort de l'attestation de dépôt des fonds établie par BNP Paribas ce jour et qu'en conséquence, l'augmentation de capital objet de la résolution qui précède, se trouve à ce jour intégralement réalisée.

La collectivité des associés de la Société prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 8.595.359 €, divisé en 8.577.551 Actions Ordinaires et 17.808 ADP.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

HUITIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, du rapport du Commissaire aux avantages particuliers et du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

Décide d'augmenter le capital social d'un montant de 454.725 €, par l'émission de 454.725 ADP IT de la Société, dont les conditions et modalités sont définies en **Annexe 2** du rapport du Président, de 1 € de valeur nominale chacune, avec maintien du droit préférentiel de souscription.

Le prix d'émission des ADP IT nouvelles est fixé au prix unitaire de 1 € chacune, avec prime d'émission de 0,04 € par ADP IT émise, soit un montant global de 472.914 €.

La souscription aux ADP IT nouvelles sera reçue jusqu'au 13 mai 2016, contre remise du bulletin de souscription et du versement correspondant déposé sur un compte augmentation de capital ouvert au nom de la Société auprès de BNP Paribas, qui établira un certificat de souscription et de versement.

La période de souscription sera close par anticipation dès paiement de l'intégralité du prix de souscription des ADP IT nouvelles. La durée de la période de souscription pourra être rallongée sur décision du Président.

Les ADP IT nouvelles devront, lors de leur souscription, être intégralement libérées pour la totalité de leur prix d'émission, par versement en espèces ou par compensation avec une créance liquide et exigible sur la Société, dans les conditions prévues par la loi.

Les ADP IT, dès la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital, jouiront des droits qui leur sont attachés et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les ADP IT nouvelles porteront jouissance courante de sorte qu'elles ouvriront droit à tous dividendes qui seront mis en distribution à compter de leur souscription.

La collectivité des associés de la Société déclare avoir d'ores et déjà été informé des conditions et modalités de la souscription des ADP IT nouvelles, et renonce à se prévaloir des délais et formes requises prévus par les dispositions de l'article R.225-120 du Code de commerce.

La collectivité des associés de la Société donne tous pouvoirs au Président pour recueillir les souscriptions, recevoir les versements, prendre toutes mesures utiles, notamment toutes modifications statutaires au titre de la souscription et de la libération des ADP IT qui ne serait pas réalisée ce jour, remplir toutes les formalités nécessaires pour exécuter la décision d'augmentation de capital et plus généralement procéder à la réalisation définitive de la présente augmentation de capital.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

Le Président, à la demande de la collectivité des associés, suspend alors la séance.

ODInvest et MOD déclarent renoncer à leur droit préférentiel de souscription, conformément aux dispositions de l'article L.225-132 du code de commerce, au profit de bénéficiaires dénommés (étant précisé que MOD déclare souscrire à titre irréductible aux ADP IT), la répartition des droits de souscription s'effectuant en conséquence comme suit :

Souscripteurs	**ADP IT émises**
MOD	32.325
Philippe Guisset	422.400
Total	**454.725**

Il est alors proposé à MOD et Monsieur Philippe Guisset, bénéficiaires susnommés présents sur invitation, de signer leur bulletin de souscription et de procéder au versement du montant de leur souscription ; il est ainsi procédé:

(i) à la signature par MOD et Monsieur Philippe Guisset de leur bulletin de souscription et au versement en numéraire du montant de leur souscription aux ADP ; et

(ii) à l'établissement, par BNP Paribas, présente, de l'attestation de dépôt des fonds, en deux exemplaires, faisant apparaître une souscription globale à hauteur de 472.914 € ;

La séance reprend ensuite.

* * *

NEUVIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société constate que les 454.725 ADP IT émises dans le cadre de la résolution qui précède se trouvent dès à présent souscrites par MOD et Monsieur Philippe Guisset, lesquels ont intégralement libéré le montant de leur souscription par versement d'espèces à hauteur d'un montant global de 472.914 €, tel que cela ressort de l'attestation de dépôt des fonds établie par BNP Paribas ce jour et qu'en conséquence, l'augmentation de capital objet de la résolution qui précède, se trouve à ce jour intégralement réalisée.

La collectivité des associés de la Société prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 9.050.084 €, divisé en 8.577.551 Actions Ordinaires, 17.808 ADP et 454.725 ADP IT.

Et déclare que la séance se poursuit avec la participation de Monsieur Philippe Guisset, désormais associé de la Société, lequel participera au vote des résolutions suivantes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DIXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, du rapport du Commissaire à la vérification de l'actif et du passif et du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

Approuve ce qui suit :

- l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant global de 8.887.030,88 €, par voie d'émission de 8.545.222 obligations convertibles en Actions Ordinaires de 1,04 € de valeur nominale chacune (ci-après, les "**OC**"), dont les caractéristiques sont déterminées dans le contrat d'émission des OC, la conversion d'une OC donnant droit, au maximum, à une Action Ordinaire nouvelle de la Société, avec maintien du droit préférentiel de souscription ;

- l'adoption des termes et conditions des OC stipulés dans le contrat d'émission des OC figurant en **Annexe 3** du rapport du Président ;

- en tant que de besoin, la réalisation d'une augmentation de capital, d'un montant nominal maximum de 8.545.222 € par émission de 8.545.222 Actions Ordinaires nouvelles de la Société de 1 € de valeur nominale chacune, chacune accompagnée d'une prime d'émission de 0,04 €, qui interviendrait en cas de conversion de la totalité des 8.545.222 OC, selon la parité convenue dans le contrat d'émission des OC, et sous réserve des ajustements résultant le cas échéant de l'application des dispositions relatives à la protection des titulaires d'OC.

La souscription des OC sera reçue jusqu'au 13 mai 2016 contre remise du bulletin de souscription et du versement correspondants déposé sur le compte bancaire de la Société.

La collectivité des associés de la Société prend acte que la présente émission emporte (i) autorisation en faveur du Président ou de tout organe qui lui aura été substitué, de constater l'augmentation du capital social du fait de la conversion de tout ou partie des OC, dans les conditions prévues par les dispositions de l'article L.225-149 du Code de commerce et le

contrat d'émission des OC, (ii) ainsi que de modifier les statuts de la Société en conséquence.

La collectivité des associés de la Société prend acte que la présente décision d'émission des OC emporterait de plein droit renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux Actions Ordinaires émises en contrepartie de l'exercice des OC, au profit de ses titulaires.

Les Actions Ordinaires nouvelles qui seront émises lors de la conversion des OC seront créées jouissance courante et inscrites en compte le jour de leur émission.

Elles seront, dès leur création, immédiatement et entièrement assimilées aux Actions Ordinaires anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts relatifs aux Actions Ordinaires et aux décisions de la collectivité des associés.

Il est rappelé que tout titulaire d'OC bénéficiera des protections réservées par la loi et les règlements aux porteurs de valeurs mobilières donnant un accès différé au capital, et telles que définies dans le contrat d'émission des OC.

Les OC devront, lors de leur souscription, être intégralement libérées pour la totalité du prix de souscription, par versement en espèces ou par compensation avec une créance liquide et exigible sur la Société, dans les conditions prévues par la loi et le contrat d'émission des OC.

La collectivité des associés de la Société consent au Président tous pouvoirs pour recueillir les souscriptions, recevoir les versements, prendre toutes mesures utiles, notamment toutes modifications statutaires au titre de la souscription et de la libération des OC qui ne serait pas réalisée le jour de l'assemblée générale, remplir toutes les formalités nécessaires pour exécuter la présente résolution et plus généralement pour permettre la souscription et la libération intégrale des OC.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

Le Président, à la demande de la collectivité des associés, suspend alors la séance.

ODInvest, MOD et Monsieur Philippe Guisset déclarent renoncer totalement à leur droit préférentiel de souscription, conformément aux dispositions de l'article L.225-132 du code de commerce, au profit de personnes dénommées, la répartition des droits de souscription s'effectuant en conséquence comme suit :

Souscripteurs	**OC émises**
Banque Populaire Développement	1.147.604
Naxicap Rendement 2018	1.147.604
Naxicap Opportunities I	3.846.153
Naxicap Opportunities IV	961.538
BNP Paribas Développement	1.442.323
Total	**8.545.222**

Il est alors proposé à Banque Populaire Développement, Naxicap Rendement 2018, Naxicap Opportunities I, Naxicap Opportunities IV et BNP Paribas Développement, bénéficiaires susnommés, de signer leur bulletin de souscription respectif et de procéder au versement du montant de leur souscription ; il est ainsi procédé :

. à la signature par ceux-ci de leur bulletin de souscription et au versement en numéraire

ou par compensation de créance du montant de leur souscription aux OC ;

- à l'établissement, par BNP Paribas, présente, de l'attestation de dépôt des fonds, en deux exemplaires, faisant apparaître une souscription globale à hauteur de 7.387.014,96 €.

- à la prise d'acte par la collectivité des associés de l'arrêté de compte établi par le Président constatant une créance de BNP Paribas Développement sur la Société d'un montant minimum de 1.500.015,92 €, lequel a été certifié par le Commissaire aux comptes.

La séance reprend ensuite.

* * *

ONZIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société constate que les 8.545.222 OC émises dans le cadre de la résolution qui précède se trouvent dès à présent souscrites par Banque Populaire Développement, Naxicap Rendement 2018, Naxicap Opportunities I, Naxicap Opportunities IV et BNP Paribas Développement, lesquels ont intégralement libéré le montant de leur souscription à hauteur d'un montant global de 8.887.030,88 €, et qu'en conséquence, l'émission de l'emprunt obligataire objet de la résolution qui précède, se trouve à ce jour intégralement réalisée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DOUZIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, de la Convention d'Apport I aux termes de laquelle les Apporteurs I font apport à la Société des Titres Apportés I et du rapport de Monsieur Mathieu Ciron, Commissaire aux apports désigné par décision de l'Associé Unique en date du 19 avril 2016,

approuve les termes de la Convention d'Apport I, l'Apport I et son évaluation ainsi que le montant de la rémunération afférente à cet Apport I telle que celle-ci est décrite dans la Convention d'Apport I,

autorise la signature de la Convention d'Apport I par le Président au nom et pour le compte de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

La séance est suspendue à la demande du Président et de la collectivité des associés de la Société pour constater la signature de la Convention d'Apport I.

La séance reprend ensuite.

* * *

TREIZIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, en rémunération partielle de l'Apport I,

Décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 1.442.321 €, pour le porter de 9.050.084 €, son montant après réalisation définitive des augmentations de capital en numéraire, à 10.492.405 €, par émission de 1.442.321 Actions Ordinaires de la Société, d'1 € de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'apport de 0,04 € chacune, attribuées en totalité aux Apporteurs I, de la façon suivante :

- Monsieur Emmanuel Stern, à hauteur de 961.548 Actions Ordinaires ;
- Monsieur Hervé Lafont, à hauteur de 480.773 Actions Ordinaires.

Les Actions Ordinaires nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de la présente augmentation de capital, entièrement assimilées aux actions ordinaires anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les Actions Ordinaires nouvelles porteront jouissance courante de sorte qu'elles ouvriront droit à tous dividendes qui seront mis en distribution à compter de leur souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATORZIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède,

Constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport I, et prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 10.492.405 €, divisé en 10.019.872 Actions Ordinaires, 17.808 ADP et 454.725 ADP IT.

Et déclare que la séance se poursuit avec la participation des Apporteurs I, désormais associés de la Société, lesquels participeront au vote des résolutions suivantes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUINZIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, en rémunération partielle de l'Apport I,

Décide de procéder à l'émission d'un emprunt obligataire d'un montant de 1.500.013,84 €, par émission de 1.442.321 OC de la Société, dont les conditions et modalités figurent en Annexe 3 du rapport du Président, de 1,04 € de valeur nominale chacune, attribuées en totalité aux Apporteurs I de la façon suivante :

- Monsieur Emmanuel Stern, à hauteur de 961.548 OC ;

- Monsieur Hervé Lafont, à hauteur de 480.773 OC.

La collectivité des associés de la Société prend acte que la présente décision d'émission des OC emporterait de plein droit renonciation des associés à leur droit préférentiel de souscription aux Actions Ordinaires émises en contrepartie de l'exercice des OC, au profit de ses titulaires.

Les Actions Ordinaires nouvelles qui seront émises lors de la conversion des OC seront créées jouissance courante et inscrites en compte le jour de leur émission.

Elles seront, dès leur création, immédiatement et entièrement assimilées aux Actions Ordinaires anciennes et soumises à toutes les dispositions des statuts relatifs aux Actions Ordinaires et aux décisions de la collectivité des associés.

Il est rappelé que tout titulaire d'OC bénéficiera des protections réservées par la loi et les règlements aux porteurs de valeurs mobilières donnant un accès différé au capital, et telles que définies dans le contrat d'émission des OC.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEIZIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède,

Constate la réalisation définitive de l'emprunt obligataire en rémunération partielle de l'Apport I, à hauteur d'un montant global de 1.500.013,84.

La différence entre la valeur de l'Apport I – 3.000.030,76 € - et le montant nominal de l'augmentation de capital et de l'emprunt obligataire correspondants par la Société Bénéficiaire – de 3.000.027,68 € - soit la somme de 3,08 €, constitue une soulte (ci-après la « **Soulte I** »), laquelle devrait être versée par la Société aux Apporteurs I, ce à quoi les Apporteurs I renoncent expressément, la Soulte I étant répartie de la façon suivante :

- Monsieur Emmanuel Stern, à hauteur de 1,48 € ;
- Monsieur Hervé Lafont, à hauteur de 1,60 €.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DIX-SEPTIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, de la Convention d'Apport II aux termes de laquelle l'Apporteur II fait apport à la Société de 296.102 actions ordinaires et 50.000 actions de préférence émises par ODP,et du rapport de Monsieur Mathieu Ciron, Commissaire aux apports désigné par décision de l'Associé Unique en date du 19 avril 2016,

approuve les termes de la Convention d'Apport II, l'Apport II et son évaluation ainsi que le montant de la rémunération afférente à cet Apport II telle que celle-ci est décrite dans la Convention d'Apport II,

autorise la signature de la Convention d'Apport II par le Président au nom et pour le compte

de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

La séance est suspendue à la demande du Président et de la collectivité des associés de la Société pour constater la signature de la Convention d'Apport II.

La séance reprend ensuite.

* * *

DIX-HUITIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, en rémunération partielle de l'Apport II,

Décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 692.385 €, pour le porter de 10.492405. €, son montant après rémunération de l'Apport I, à 11.184.790 €, par émission de 692.385 Actions Ordinaires de la Société, d'1 € de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'apport de 0,04 € chacune, attribuées en totalité à l'Apporteur II.

Les Actions Ordinaires nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de la présente augmentation de capital, entièrement assimilées aux actions ordinaires anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les Actions Ordinaires nouvelles porteront jouissance courante de sorte qu'elles ouvriront droit à tous dividendes qui seront mis en distribution à compter de leur souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DIX-NEUVIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède,

Constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport II, et prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 11.184.790 €, divisé en 10.712.257 Actions Ordinaires, 17.808 ADP et 454.725 ADP IT.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGTIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, en rémunération partielle de l'Apport II,

Décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 144.000 €, pour le porter de 11.184.790 €, son montant après rémunération partielle de l'Apport II, à 11.328.790 €, par émission de 144.000 ADP de la Société, dont les conditions et modalités figurent en Annexe 1 des présentes, d'1 € de valeur nominale chacune, avec une prime d'apport de 0,11 € par ADP, attribuées en totalité à l'Apporteur II.

Les ADP, dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital, jouiront des droits qui leur sont attachés et seraient soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les ADP nouvelles porteraient jouissance courante de sorte qu'elles ouvriraient droit à tous dividendes qui seraient mis en distribution à compter de leur souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGT-ET-UNIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède,

Constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport II, et prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 11.328.790 €, divisé en 10.712.257 Actions Ordinaires, 161.808 ADP et 454.725 ADP IT.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGT-DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, en rémunération partielle de l'Apport II,

Décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 269.985 €, pour le porter de 11.328.790 €, son montant après rémunération partielle de l'Apport II, à 11.598.775 € par émission au pair de 269.985 ADP IT de la Société, dont les conditions et modalités figurent en Annexe 2 des présentes, d'1 € de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'apport de 0,04 € chacune, attribuées en totalité à l'Apporteur II.

Les ADP IT, dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital, jouiront des droits qui leur sont attachés et seraient soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les ADP IT nouvelles porteraient jouissance courante de sorte qu'elles ouvriraient droit à tous dividendes qui seraient mis en distribution à compter de leur souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGT-TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède,

Constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport II, et prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 11.598.775 €, divisé en 10.712.257 Actions Ordinaires, 161.808 ADP et 724.710 ADP IT.

La différence entre la valeur de l'Apport II – 1.160.707,29 € - et le montant nominal augmenté des primes d'apport des augmentations de capital correspondantes par la Société Bénéficiaire – de 1.160.704,80 € - soit la somme de 2,49 €, constitue une soulte (ci-après la « Soulte II »), laquelle devrait être versée par la Société à l'Apporteur II, ce à quoi l'Apporteur II renonce expressément..

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGT-QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, de la Convention d'Apport III aux termes de laquelle les Apporteurs III font apport à la Société de 36.558 actions ordinaires émises par ODP (selon la répartition figurant dans la Convention d'Apport III),et du rapport de Monsieur Mathieu Ciron, Commissaire aux apports désigné par décision de l'Associé Unique en date du 19 avril 2016,

approuve les termes de la Convention d'Apport III, l'Apport III et son évaluation ainsi que le montant de la rémunération afférente à cet Apport III telle que celle-ci est décrite dans la Convention d'Apport III,

autorise la signature de la Convention d'Apport III par le Président au nom et pour le compte de la Société.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

La séance est suspendue à la demande du Président et de la collectivité des associés de la Société pour constater la signature de la Convention d'Apport III.

La séance reprend ensuite.

* * *

VINGT-CINQUIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, en rémunération partielle de l'Apport III,

Décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 33.032 €, pour le porter

de 11.598.775 €, son montant après rémunération de l'Apport III, à 11.631.807 €, par émission de 33.032 Actions Ordinaires de la Société, d'1 € de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'apport de 0,04 € chacune, attribuées en totalité aux Apporteurs III, de la façon suivante :

- Madame Nathalie Massia, à hauteur de 4.518 Actions Ordinaires ;
- Madame Isabelle Moulinat, à hauteur de 1.857 Actions Ordinaires ;
- Madame Anita Brajone, à hauteur de 9.659 Actions Ordinaires ;
- Madame Marina Weiskal, à hauteur de 3.715 Actions Ordinaires ;
- Monsieur Javier Lillo Ugedo, à hauteur de 2.440 Actions Ordinaires ;
- Monsieur Adrien Velter, à hauteur de 10.843 Actions Ordinaires.

Les Actions Ordinaires nouvelles seront dès la date de réalisation définitive de la présente augmentation de capital, entièrement assimilées aux actions ordinaires anciennes ; elles jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les Actions Ordinaires nouvelles porteront jouissance courante de sorte qu'elles ouvriront droit à tous dividendes qui seront mis en distribution à compter de leur souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGT-SIXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède,

Constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport III, et prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 11.631.807 €, divisé en 10.745.289 Actions Ordinaires, 161.808 ADP et 724.710 ADP IT.

Et déclare que la séance se poursuit avec la participation des Apporteurs III, désormais associés de la Société, lesquels participeront au vote des résolutions suivantes.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGT-SEPTIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, en rémunération partielle de l'Apport III,

Décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 18.192 €, pour le porter de 11.631.807 €, son montant après rémunération partielle de l'Apport III, à 11.649.999 €, par émission de 18.192 ADP de la Société, dont les conditions et modalités figurent en Annexe 1 des présentes, d'1 € de valeur nominale chacune, avec une prime d'apport de 0,11 € par ADP, attribuées en totalité aux Apporteurs III de la façon suivante :

- Madame Nathalie Massia, à hauteur de 2.488 ADP ;
- Madame Isabelle Moulinat, à hauteur de 1.023 ADP ;
- Madame Anita Brajone, à hauteur de 5.320 ADP ;
- Madame Marina Weiskal, à hauteur de 2.046 ADP ;
- Monsieur Javier Lillo Ugedo, à hauteur de 1.343 ADP ;

- Monsieur Adrien Velter, à hauteur de 5.972 ADP.

Les ADP, dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital, jouiront des droits qui leur sont attachés et seraient soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les ADP nouvelles porteraient jouissance courante de sorte qu'elles ouvriraient droit à tous dividendes qui seraient mis en distribution à compter de leur souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGT-HUITIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède,

Constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport III, et prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 11.649.999 €, divisé en 10.745.289 Actions Ordinaires, 180.000 ADP et 724.710 ADP IT.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

VINGT-NEUVIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président et du rapport du Commissaire aux apports, en rémunération partielle de l'Apport III,

Décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de 33.032 €, pour le porter de 11.649.999 €, son montant après rémunération partielle de l'Apport III, à 11.683.031 €, par émission de 33.032 ADP IT de la Société, dont les conditions et modalités figurent en Annexe 2 des présentes, d'1 € de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'apport de 0,04 € chacune, attribuées en totalité aux Apporteurs III de la façon suivante :

- Madame Nathalie Massia, à hauteur de 4.518 ADP IT ;
- Madame Isabelle Moulinat, à hauteur de 1.857 ADP IT ;
- Madame Anita Brajone, à hauteur de 9.659 ADP IT ;
- Madame Marina Weiskal, à hauteur de 3.715 ADP IT ;
- Monsieur Javier Lillo Ugedo, à hauteur de 2.440 ADP IT ;
- Monsieur Adrien Velter, à hauteur de 10.843 ADP IT.

Les ADP IT, dès la réalisation définitive de l'augmentation de capital, jouiront des droits qui leur sont attachés et seraient soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions de la collectivité des associés de la Société.

Les ADP IT nouvelles porteraient jouissance courante de sorte qu'elles ouvriraient droit à tous dividendes qui seraient mis en distribution à compter de leur souscription.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

En conséquence de l'adoption de la résolution qui précède,

Constate la réalisation définitive de l'augmentation de capital en rémunération partielle de l'Apport III, et prend acte que le capital social de la Société s'élève désormais à 33.032 € et de prendre acte que le capital social s'élèvera désormais à 11.683.031 €, divisé en 10.745.289 Actions Ordinaires, 180.000 ADP et 757.742 ADP IT.

La différence entre la valeur de l'Apport III – 88.904,40 € - et le montant nominal des augmentations de capital augmentées des primes d'apports correspondantes par la Société Bénéficiaire – de 88.899,68 € - soit la somme de 4,72 €, constitue une soulte (ci-après la « Soulte III »), laquelle devrait être versée par la Société aux Apporteurs III, ce à quoi les Apporteurs III renoncent expressément, la Soulte III étant répartie de la façon suivante :

- Madame Nathalie Massia, à hauteur de 0,24 € ;
- Madame Isabelle Moulinat, à hauteur de 1,84 € ;
- Madame Anita Brajone, à hauteur de 0,80 € ;
- Madame Marina Weiskal, à hauteur de 1,6 € ;
- Monsieur Javier Lillo Ugedo, à hauteur de 0,13€ ;
- Monsieur Adrien Velter, à hauteur de 0,11 €.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTIEME ET UNIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, du Contrat de Cession portant sur les conditions et modalités de reprise, par voie de cession et d'apport, de la totalité des titres et des droits de vote composant le capital social d'ODP (ci-après, l'"**Opération de Reprise**"), ainsi que des projets de Convention de Prêt Senior, de Contrat de Souscription, de Termes et Conditions des Obligations, de contrat relatif aux OC, de l'Avance en Compte Courant Emprunteur-Cible, et de Convention Inter-Créanciers, de Convention de Nantissements de Comptes de Titres Financiers, de déclaration de nantissement relative au Nantissement de Compte de Titres Financiers Onedirect Participations, de déclaration de nantissement relative au Nantissement de Compte de Titres Financiers Onedirect, de convention relative au Nantissement de Créances Avance en Compte Courant ODP et de la clause relative aux Délégations des Contrats d'Assurance Homme-Clé intégrée dans la Convention de Prêt Senior (ensemble les « **Documents d'Opération** »),

Ratifie expressément la signature par le Président du Contrat de Cession, l'accomplissement par le Président de toutes les opérations décrites dans ledit Contrat de Cession et la signature par le Président de tout document en vue de la réalisation définitive de l'Opération de Reprise,

Approuve les termes des Documents d'Opération,

Autorise l'octroi par la Société du Nantissement de Compte de Titres Financiers Onedirect Participations, du Nantissement de Compte de Titres Financiers Onedirect, du Nantissement de Créances Avance en Compte Courant ODP et des Délégations des Contrats d'Assurance Homme-Clé,

Autorise le Président à signer les Documents d'Opération et leurs annexes, et

D'une manière générale, donne tout pouvoir au Président pour faire le nécessaire pour permettre la parfaite réalisation de l'Opération de Reprise et notamment à l'effet de négocier, finaliser, certifier et signer les Documents d'Opération, chacun devant être signé dans le cadre de l'Opération de Reprise ainsi que tous documents y afférents et tout autre document annexe ou complémentaire qui serait requis, approuver et de réaliser toutes les opérations utiles ou nécessaires à sa mise en œuvre, signer ou certifier tout attestation, avis ou document qui serait requis, effectuer toute formalité, négocier, signer et délivrer toute condition supplémentaire dont la satisfaction serait utile ou nécessaire dans le cadre de l'Opération de Reprise, procéder à toutes les déclarations requises et plus généralement faire le nécessaire pour permettre la conclusion par la Société de tout document afférent à l'Opération de Reprise.

La collectivité des associés de la Société prend également acte de l'absence de subordination conventionnelle du remboursement du Prêt Senior au remboursement préalable de toute autre dette.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTE DEUXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président, du rapport du Commissaire à la vérification de l'actif et du passif et du rapport spécial du Commissaire aux comptes,

Approuve ce qui suit :

- L'émission d'un emprunt obligataire d'un montant total de 5.000.000 €, par voie d'émission de 5.000.000 d'Obligations de 1 € de valeur nominale chacune, dont les caractéristiques sont déterminées dans le Contrat de Souscription ;

- L'adoption des Termes et Conditions des Obligations stipulés dans le Contrat de Souscription tel que figurant en **Annexe 4** du rapport du Président.

La souscription des Obligations sera reçue jusqu'au 13 mai 2016 contre remise du bulletin de souscription et du versement correspondants déposé sur le compte bancaire de la Société.

Les Obligations devront, lors de leur souscription, être intégralement libérées pour la totalité du prix de souscription, par versement en espèces, dans les conditions prévues par la loi et le Contrat de Souscription.

La collectivité des associés de la Société consent au Président tous pouvoirs pour recueillir les souscriptions, recevoir les versements, prendre toutes mesures utiles, notamment toutes modifications statutaires au titre de la souscription et de la libération des Obligations qui ne serait pas réalisée le jour de l'assemblée générale, remplir toutes les formalités nécessaires pour exécuter la présente résolution et plus généralement pour permettre la souscription et la libération intégrale des Obligations.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

* * *

Le Président, à la demande de la collectivité des associés, suspend alors la séance.

La souscription des Obligations s'effectue comme suit :

Souscripteurs	**Obligations émises**
Naxicap Rendement 2018	2.500.000
Banque Populaire Développement	2.500.000
Total	**5.000.000**

Il est alors proposé à Naxicap Rendement 2018 et Banque Populaire Développement de signer leur bulletin de souscription et de procéder au versement du montant de leur souscription ; il est ainsi procédé :

. à la signature par ceux-ci de leur bulletin de souscription et au versement en numéraire du montant de leur souscription aux Obligations ;

. à l'établissement, par BNP Paribas, présente, de l'attestation de dépôt des fonds, en deux exemplaires, faisant apparaître une souscription globale à hauteur de 5.000.000 €.

La séance reprend ensuite.

* * *

TRENTE-TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société constate que les 5.000.000 Obligations émises dans le cadre de la résolution qui précède se trouvent dès à présent souscrites par Naxicap Rendement 2018 et Banque Populaire Développement, lesquels ont intégralement libéré le montant de sa souscription par versement d'espèces à hauteur d'un montant global de 5.000.000 €, et qu'en conséquence, l'émission de l'emprunt obligataire objet de la résolution qui précède, se trouve à ce jour intégralement réalisée.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTE-QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

En conséquence de l'adoption de toutes les décisions et résolutions ci-avant explicitées, et dans le but de reconfigurer intégralement les modalités juridiques d'organisation et de fonctionnement de la Société,

Décide de procéder à une refonte globale des statuts de la Société et d'adopter, article après article, puis dans son ensemble les statuts refondus de la Société tels qu'ils figurent en **Annexe 5** du rapport du Président.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTE-CINQUIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Décide de nommer en qualité de premiers membres du Conseil de Surveillance, pour une durée indéterminée :

- Monsieur Jacques Spicq,
- Naxicap Partners, représentée par Madame Nathalie Triolet,
- Monsieur Emmanuel Stern,
- MOD, représentée par Monsieur Adrien Velter.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTE-SIXIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Décide de nommer en qualité de censeurs, pour une durée de trois (3) ans :

- BNP Paribas Développement, représentée par Madame Valérie Breitenstein ;
- Naxicap Rendement 2018, représenté par Naxicap Partners, elle-même représentée par Monsieur Dominique Frances.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTE-SEPTIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Autorise en tant que de besoin, la conclusion par la Société d'une convention de prestations de services et d'une convention de trésorerie avec ses filiales.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTE-HUITIEME RESOLUTION

La collectivité des associés de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir

toutes formalités de droit.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

TRENTE-NEUVIEME RESOLUTION

Chaque associé de la Société,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Déclare ratifier expressément et sans réserve, la présente assemblée, et déclare avoir pris connaissance en temps utile, du rapport du Commissaire aux avantages particuliers, du rapport du Commissaire aux apports, du rapport du Commissaire à la vérification de l'actif et du passif, des rapports du Commissaire aux comptes ainsi que du rapport du Président, et en conséquence, renonce à se prévaloir des nullités légales pouvant découler de la date de mise à disposition des documents requis par la loi.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

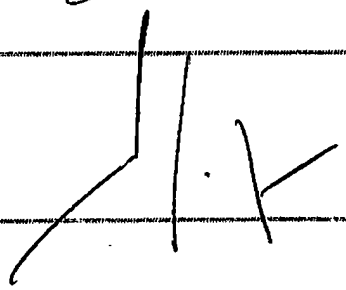
* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président de la Société et le secrétaire.

Le Président
Monsieur Philippe Guisset



Le Secrétaire
Pour ODInvest
Monsieur Jacques Spicq



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
PERPIGNAN

444456

Dénomination : Onedirect Holding - ODH
Adresse : 58 avenue de Rivesaltes 66240 Saint-esteve -FRANCE-

n° de gestion : 2016B00588
n° d'identification : 819 923 228

n° de dépôt : A2016/002970
Date du dépôt : 27/05/2016

Pièce : Décision(s) de l'associé unique du 04/05/2016

444456

Greffe du Tribunal de Commerce de Perpignan - 4 rue André Bosch BP 70441
66834 PERPIGNAN Cedex
Tél . 08 91 01 11 11 - Fax · 04 68 34 55 60

Onedirect Holding - ODH

Société par actions simplifiée au capital de 1.000 €

Siège social : Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesaltes

819 923 228 RCS Perpignan

(la "**Société**")

DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
EN DATE DU 4 MAI 2016

EXTRAIT DE PROCES-VERBAL

L'an deux mille seize, le quatre mai,

Banque Populaire Développement
Société anonyme au capital de 456.116.688 €
Dont le siège social est situé à Paris (75007) – 5/7, rue de Monttessuy
Immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris sous le numéro 378 537 690
Représentée par Monsieur Jacques Spicq, dûment habilité à l'effet des présentes

Associé unique de la Société,

En présence de

Monsieur Jacques Spicq
Né le 14 septembre 1956 à Paris (75)
Demeurant à Les Portes en Ré (17880) – 3, rue Bossettes

Président de la Société,

Etant précisé que

E&Y Audit
1025, rue Henri Becquerel – CS 39920
34961 Montpellier Cedex 2

Commissaire aux comptes titulaire de la Société, régulièrement convoqué, est absent et excusé,

[.../...]

A pris les décisions suivantes :

- Démission du Président ;
- Nomination d'un nouveau Président;
- Fixation des conditions de rémunération du nouveau Président
- Ratification et autorisations des opérations liées à la transmission d'ODP ;
- Pouvoirs pour formalités.

PREMIERE DECISION

L'Associé Unique,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Prend acte de la démission de Monsieur Jacques Spicq de ses fonctions de Président, avec effet à compter du 4 mai 2016, et donne quitus à ce dernier pour l'exercice de ses fonctions.

Cette décision est adoptée.

DEUXIEME DECISION

L'Associé Unique,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Décide de nommer en qualité de nouveau Président de la Société, à compter du 4 mai 2016 et pour une durée indéterminée :

- **Monsieur Philippe Guisset**, né le 9 février 1963 à Enghien les Bains (95), demeurant à Perpignan (66000) – 4, rue du puits qui chante.

L'Associé Unique prend acte que Monsieur Philippe Guisset a d'ores et déjà fait savoir qu'il acceptait les fonctions de président de la Société et qu'il n'était frappé par aucune mesure ni disposition législative ou règlementaire susceptible de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

Cette décision est adoptée.

****

CINQUIEME DECISION

L'Associé Unique,

Après avoir entendu lecture du rapport du Président,

Donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette décision est adoptée.

* * *

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par le Président démissionnaire, l'Associé Unique et le Président de la Société nouvellement nommé.

Le Président démissionnaire
Monsieur Jacques Spicq

L'Associé Unique
Pour Banque Populaire Développement
Monsieur Jacques Spicq

Le Président
Monsieur Philippe Guisset[1]

[1] « *Bon pour acceptation des fonctions de Président* »

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
PERPIGNAN

444454

Dénomination : Onedirect Holding - ODH
Adresse : 58 avenue de Rivesaltes 66240 Saint-esteve -FRANCE-

n° de gestion : 2016B00588
n° d'identification : 819 923 228

n° de dépôt : A2016/002970
Date du dépôt : 27/05/2016

Pièce : Statuts mis à jour du 10/05/2016

444454

Greffe du Tribunal de Commerce de Perpignan - 4 rue André Bosch BP 70441
66834 PERPIGNAN Cedex
Tél 08 91 01 11 11 - Fax : 04 68 34 55 60

ONEDIRECT HOLDING - ODH

Société par actions simplifiée au capital de 11.683.031 euros

Siège social : Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesaltes

819 923 228 RCS Perpignan

(la "**Société**")

STATUTS

CERTIFIÉ CONFORME

Modifiés suivant les délibérations de l'Associé Unique et de l'assemblée générale des Associés en date du 10 mai 2016

TITRE I

FORME – DENOMINATION SOCIALE – OBJET – SIEGE SOCIAL – DUREE

ARTICLE 1. FORME DE LA SOCIÉTÉ

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et à venir, et notamment les dispositions des articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de Commerce, ainsi que par les présents statuts (les "**Statuts**"). Dans le cadre des Statuts, les termes et expressions employés avec une majuscule ont le sens qui leur est attribué en Annexe 1 (sauf précision dans le texte des Statuts eux-mêmes).

Les personnes physiques ou morales propriétaires d'actions émises par la Société ont la qualité d'associé (les "**Associés**" ou, individuellement, un "**Associé**").

La Société fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs Associé(s). En cas d'Associé unique (l'"**Associé Unique**"), les prérogatives revenant aux Associés aux termes des Statuts sont exercées par l'Associé Unique.

ARTICLE 2. DÉNOMINATION SOCIALE

La Société a pour dénomination sociale : "**Onedirect Holding - ODH**".

Tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots "Société par actions simplifiée" ou des initiales "SAS" et de l'énonciation du capital social, du siège social et du numéro d'identification de la Société au registre du commerce et des sociétés.

ARTICLE 3. SIÈGE SOCIAL

Le siège social de la Société est fixé à **Saint-Estève (66240) – 58, avenue de Rivesaltes**.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du Président (ce terme ayant le sens qui lui est donné ci-après), lequel est également habilité à modifier les Statuts en conséquence, et en tout autre lieu par décision collective des Associés.

ARTICLE 4. OBJET SOCIAL

La Société a pour objet, directement ou indirectement, en France et à l'étranger :

- la prise de toutes participations dans toutes entreprises ou sociétés, quel qu'en soit la nature juridique ou l'objet, par voie d'acquisition de parts ou d'actions, souscription, apport ou autrement ;
- la gestion et la disposition de ses participations ;
- l'assistance et le conseil à toutes sociétés dans les domaines de la fusion acquisition, commercial, administratif, gestion, stratégie de développement, marketing, finance, négociation, etc ;
- l'acquisition, la gestion, l'administration, la mise en valeur, la transformation, la location de tous immeubles ou biens immobiliers ;
- l'octroi de toutes cautions ou garanties au profit de toute société de son groupe ou dans le cadre de l'activité normale de toutes sociétés de son groupe et toutes opérations autorisées aux termes de l'article L.511-7, 3 du Code monétaire et financier ;
- et plus généralement, toutes opérations, de quelque nature qu'elles soient, juridiques, économiques et financières, civiles et commerciales, se rattachant à l'objet sus-indiqué

ou à tous autres objets similaires ou connexes, de nature à favoriser, directement ou indirectement, le but poursuivi par la société, son extension ou son développement.

ARTICLE 5. DURÉE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

TITRE II
CAPITAL—ACTIONS

ARTICLE 6. APPORTS

6.1 Les apports à la Société peuvent être effectués en nature ou en numéraire. La libération des apports en numéraire peut se faire soit par versement en espèces ou assimilés, soit par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la Société.

6.2 Lors de la constitution de la Société, il a été fait un apport en numéraire de mille (1.000) euros correspondant à la souscription par Banque Populaire Développement de mille (1.000) actions ordinaires émises par la Société, de un (1) euro de valeur nominale chacune composant le capital social, souscrites et libérées intégralement lors de la constitution de la Société.

6.3 Lors des délibérations de l'Associé Unique et de l'Assemblée Générale en date du 10 mai 2016 :

- il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 8.576.551 euros pour le porter à 8.577.551 euros par l'émission de 8.576.551 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'émission globale de 343.062,04 euros, intégralement libérées ;
- il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 17.808 euros pour le porter à 8.595.359 euros par l'émission de 17.808 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'émission globale de 1.958,88 euros, intégralement libérées ;
- il a été procédé à une augmentation de capital en numéraire d'un montant nominal de 454.725 euros pour le porter à 9.050.084 euros par l'émission de 454.725 actions ordinaires d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'émission globale de 18.189 euros, intégralement libérées ;
- il a été procédé à une augmentation de capital en rémunération d'un apport en nature d'un montant nominal de 1.442.321 euros par l'émission de 1.442.321 actions ordinaires, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'apport globale de 57.692,84 euros, intégralement libérées ;
- il a été procédé à trois augmentations de capital en rémunération d'un apport en nature (i) d'un montant nominal de 692.385 euros par l'émission de 692.385 actions ordinaires, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'apport globale de 27.692,28 euros, intégralement libérées, (ii) d'un montant nominal de 144.000 euros par l'émission de 144.000 ADP, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, chacune accompagnée d'une prime d'apport de 15.840 €, intégralement libérées, (iii) d'un montant nominal de 269.985 euros par l'émission de 269.985 ADP IT, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, avec une prime d'apport globale de 10.799,40 euros, intégralement libérées ;
- il a été procédé à trois augmentations de capital en rémunération d'un apport en nature (i) d'un montant nominal de 33.032 euros par l'émission de 33.032 actions

ordinaires, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'apport globale de 1.321,28 euros, intégralement libérées, (ii) d'un montant nominal de 18.192 euros par l'émission de 18.192 ADP, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, chacune accompagnée d'une prime d'apport de 2.001,12 €, intégralement libérées, (iii) d'un montant nominal de 33.032 euros par l'émission de 33.032 ADP IT, d'un (1) euro de valeur nominale chacune, émises avec une prime d'apport globale de 1.321,28 euros, intégralement libérées ;

ARTICLE 7. CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de **11.683.031** euros.

Il est divisé en **11.683.031** Actions d'un (1) euro de valeur nominale chacune, entièrement souscrites et réparties en plusieurs catégories d'Actions ainsi qu'il suit :

- 10.745.289 actions ordinaires ;
- 180.000 ADP, dont les caractéristiques figurent en Annexe 2 aux présents statuts ;
- 757.742 ADP IT, dont les caractéristiques figurent en Annexe 3 aux présents statuts.

ARTICLE 8. MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

8.1 Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti dans les conditions prévues par la loi, en vertu d'une décision collective des Associés en application de l'article 13 des Statuts.

8.2 Les Associés peuvent cependant déléguer au Président, selon toutes modalités autorisées par la loi et les règlements, les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser une augmentation du capital ou toute autre émission de titres, ainsi qu'une réduction du capital.

ARTICLE 9. FORME DES ACTIONS – DROITS ATTACHÉS AUX ACTIONS

9.1 Forme des Actions

Les Actions émises par la Société ont obligatoirement la forme nominative. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans les comptes d'Associés tenus par la Société. Les attestations d'inscription en compte sont valablement signées par le Président ou par toute autre personne ayant reçu délégation du Président à cet effet.

Les Actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

9.2 Droits et obligations attachés aux Actions

Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs Actions pour exercer un droit quelconque, notamment en cas d'échange ou d'attribution de titres à l'occasion d'une opération telle qu'une réduction du capital, une augmentation du capital par incorporation de réserves, une fusion ou autrement, les titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne confèrent aucun droit contre la Société, les Associés devant faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires à l'exercice dudit droit.

9.3 Sous réserve (i) des stipulations applicables aux ADP dont les caractéristiques sont décrites en Annexe 2 aux présents statuts et (ii) des stipulations applicables aux ADP IT dont les caractéristiques sont décrites en Annexe 3 aux présents statuts, chaque Action donne droit aux bénéfices, à l'actif social et au boni de liquidation, proportionnellement à la quotité du capital qu'elle représente.

Les droits attachés à chaque Action comprennent celui de participer aux décisions collectives des Associés et de voter dans les conditions prévues aux Statuts.

Chaque Associé a un nombre de droits de vote égal au nombre d'Actions qu'il détient, à l'exclusion des ADP IT, lesquelles sont privées du droit de vote.

9.4 La propriété d'une Action emporte de plein droit adhésion aux Statuts et aux décisions de l'Associé Unique ou de la collectivité des Associés. Elle emporte également obligation d'adhésion au pacte d'associés et de titulaires de titres de la Société en date du 10 mai 2016, tel qu'amendé ultérieurement le cas échéant (le "**Pacte**").

Le droit de vote attaché à l'Action appartient au nu-propriétaire lors des décisions collectives des Associés, à l'exception des décisions relatives à l'approbation des comptes annuels sociaux et consolidés de la Société et à la distribution de dividendes pour lesquelles le droit de vote appartient à l'usufruitier. Les copropriétaires d'Actions indivises sont tenus de se faire représenter lors des décisions collectives des Associés par un seul d'entre eux ou par un mandataire unique justifiant d'une habilitation spéciale. En cas de désaccord, le mandataire est désigné par ordonnance du président du Tribunal de commerce statuant en référé.

9.5 Droits et obligations attachés spécifiquement aux Actions de Préférence

9.5.1 Transfert des Actions de Préférence

Tout Transfert des Actions de Préférence entraînera le transfert de tous les droits attachés aux Actions de Préférence ; ce Transfert intervenant selon les formes requises par la loi.

Les Actions de Préférence sont cessibles selon les mêmes formes et conditions que les actions ordinaires, conformément (i) aux dispositions des statuts de la Société, et (ii) au Pacte.

9.5.2 Droit de priorité en cas de distribution de dividendes ou de réserves

Dans tous les cas où la Société déciderait conformément à l'Article 13 des présents Statuts, de procéder à une distribution aux Associés, en espèces ou en nature, de dividendes (y compris à titre d'acompte), de réserves, de primes ou résultant d'une réduction de capital non motivée par des pertes, d'un amortissement du capital ou d'une scission (la "**Distribution**"), le montant de la Distribution (le "**Montant Distribué**"), sera réparti entre les Associés de la manière suivante :

(i) en premier lieu, aux titulaires d'ADP IT, à hauteur d'un montant correspondant au Dividende Prioritaire Calculé restant dû ; et

(ii) en second lieu, le cas échéant et sous réserve du paiement du Dividende Prioritaire Calculé :

(x) aux titulaires d'ADP à hauteur d'un montant correspondant au Droit de Sortie ;

(y) aux titulaires d'actions ordinaires au prorata de la quote-part des actions ordinaires que chacun détient pour le solde du Montant Distribué après paiement du montant correspondant au Dividende Prioritaire Calculé et au Droit de Sortie.

9.5.3 Droits financiers en cas de liquidation ou de Sortie

En cas de liquidation amiable de la Société ou de Sortie (tel que ce terme est défini au Pacte), l'actif net de liquidation (augmenté de la valeur des OC ; principal et intérêts compris et du Droit à Dividende Théorique) ou la valeur des Titres à la Sortie (ci-après le « **Montant Net** »), sera réparti entre les titulaires de Titres de la manière suivante :

En premier lieu, (x) aux titulaires d'OC à hauteur pour les OC d'un montant correspondant à leur prix de souscription augmenté du montant total des intérêts capitalisés et des intérêts courus et de toute autre somme éventuellement due conformément au contrat d'émission des OC et (y) aux titulaires d'ADP IT à hauteur d'un montant correspondant,

sur une base unitaire, à leur prix de souscription augmenté de toute partie non payée du Dividende Prioritaire Calculé (ci-après ensemble le « **Montant Net 1** ») étant précisé que si le Montant Net 1 ne permet pas de procéder à la totalité de la répartition susvisée, le Montant Net 1 sera réparti entre les titulaires d'OC et d'ADP IT au prorata du montant que chacun des titulaires aurait dû percevoir au titre du Montant Net 1.

En second lieu, le cas échéant après et sous réserve du paiement du Montant Net 1, aux Titulaires d'ADP à hauteur d'un montant correspondant au Montant Prioritaire (le « **Montant Net 2** »).

Enfin, le cas échéant après et sous réserve du paiement du Montant Net 2 aux titulaires d'actions ordinaires pour le solde du Montant Net.

En cas de dissolution anticipée de la Société dans le cadre de l'article 1844-7 du Code civil et de sa liquidation subséquente à la suite d'une cession par la Société d'une portion substantielle de ses actifs et la réalisation consécutive de son objet social en application de l'article 1844-7 du Code civil, l'actif net de liquidation sera réparti entre les Associés de la Société comme indiqué ci-dessus.

9.5.4 Conversion des Actions de Préférence

(a) Conversion

Les Actions de Préférence ne pourront être converties en actions ordinaires qu'en cas d'Introduction en Bourse selon les modalités définies ci-après, ou en cas de fusion selon des modalités arrêtées conformément aux dispositions de l'article ci-dessous.

(b) Introduction en bourse

(1) En cas d'introduction des Titres de la Société sur un marché réglementé ou organisé ou de transformation de la Société motivée par une telle introduction, les Actions de Préférence perdront préalablement à ladite introduction ou à ladite transformation leurs droits particuliers décrits aux présentes.

Les Actions de Préférence seront automatiquement converties en actions ordinaires (arrondi au nombre entier le plus proche) dans une proportion permettant aux titulaires d'Actions de Préférence d'avoir globalement un nombre d'actions ordinaires, post conversion des Actions de Préférence, dont la valeur, sur le fondement de la Valeur d'Introduction, est égale à ce qui est indiqué en Annexe 2 ou en Annexe 3.

(2) Pour les besoins du présent Article, la « **Valeur d'Introduction** » signifie la valeur réelle de la Société retenue pour cent pour cent (100%) du capital et des droits de vote, telle que résultant du prix par Action mentionné dans l'avis Euronext annonçant la première cotation des Actions de la Société. Ce prix correspondra *a minima* à la moyenne des valorisations recommandées par la banque introductrice.

Pour toutes les Actions de Préférence, la date de conversion signifie le jour de publication par le marché, la veille de la date de la première cotation des Actions de la Société, de l'avis d'émission indiquant le numéro de l'autorisation de l'Autorité des Marchés Financiers sur le document de listing définitif ou le prospectus ou toute autre notification équivalente.

Les Associés qui ne détiennent pas un nombre d'Actions de Préférence donnant droit à un nombre entier d'actions ordinaires feront leur affaire personnelle des rompus résultant d'une telle conversion.

Nonobstant ce qui précède, il ne pourra être procédé à la conversion automatique des Actions de Préférence en actions ordinaires que si les réserves et primes de la Société sont suffisantes pour procéder à l'augmentation de capital devant résulter de la conversion.

9.5.5 Assemblée Spéciale des titulaires d'Actions de Préférence

Les titulaires d'Actions de Préférence de chaque catégorie seront constitués en assemblée spéciale soumise aux règles de quorum et majorité de l'article L.225-99 du Code de commerce (l' « **Assemblée Spéciale** »).

Aucune décision concernant la modification des droits attachés à la catégorie d'Actions de la Société concernée ne peut être valablement prise sans l'accord de l'Assemblée Spéciale concernée.

9.5.6 Protection des titulaires d'Actions de Préférence

Le maintien des droits particuliers conférés aux titulaires d'Actions de Préférence, qui ont été soumis à l'examen d'un commissaire aux avantages particuliers conformément aux dispositions du Code de commerce, est assuré, conformément à la loi pour toute modification juridique susceptible d'affecter ces droits, en particulier :

- conformément à l'article L. 225-99 alinéa 2 du Code de commerce, la décision de l'Assemblée Générale de la Société de modifier les droits des titulaires d'Actions de Préférence ne sera définitive qu'après approbation par l'Assemblée Spéciale concernée, étant précisé que toute réduction de capital à zéro est constitutive d'une modification des droits attachés aux Actions de Préférence de ladite catégorie ;
- conformément à l'article L. 228-17 du Code de commerce, en cas de fusion ou de scission, les Actions de Préférence pourront être échangées contre des actions des sociétés bénéficiaires du transfert de patrimoine comportant des droits particuliers équivalents ou selon une parité d'échange spécifique tenant compte des droits particuliers abandonnés, et, en l'absence d'échange contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'approbation de l'Assemblée Spéciale concernée.
- conformément à la faculté offerte par les dispositions de l'article L. 228-19 du Code de Commerce l'assemblée spéciale des Titulaires d'Actions de Préférence peut donner mission au Commissaire aux comptes de la Société d'établir un rapport spécial sur le respect par la Société des droits particuliers attachés aux Actions de Préférence concernées. La Société procèdera directement au paiement ou remboursera à chacun des Titulaires d'Actions de Préférence concerné, dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la demande qui en sera faite accompagnée des justificatifs correspondants, l'intégralité des frais et honoraires raisonnables exposés, en raison de la préservation ou de l'exercice de leurs droits découlant des présents termes et conditions.

9.5.7 Assimilation

Au cas où la Société émettrait ultérieurement de nouvelles actions de préférence jouissant des mêmes droits et entièrement assimilables à une catégorie d'Actions de Préférence, et sous réserve de l'accord préalable de l'Assemblée Spéciale des titulaires d'Actions de Préférence concernée, elle pourra unifier, pour l'ensemble des Actions de Préférence concernée, leur régime juridique applicable, auquel cas toutes ces actions de préférence seront régies par les mêmes termes et conditions et l'ensemble des porteurs de ces Titres seront groupés en une masse unique.

9.5.8 Fusion

En cas de fusion ou de scission, les Actions de Préférence pourront, si les Titulaires d'Actions de Préférence l'acceptent, être échangées contre des actions de la ou des sociétés bénéficiaires comportant des droits particuliers équivalents. En l'absence d'échange contre des actions conférant des droits particuliers équivalents, la fusion ou la scission sera soumise à l'accord de l'assemblée spéciale des Titulaires d'Actions de Préférence prévue par les dispositions de l'article L.225-99 du Code de Commerce.

ARTICLE 10. TRANSFERT DES TITRES

10.1 Transfert des titres

10.1.1 Les Transferts de Titres sont soumis au respect des dispositions du Pacte tel qu'en vigueur au moment du Transfert, sauf accord des parties. Tout transfert réalisé en violation du Pacte sera réputé avoir été réalisé en violation des Statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L.227-15 du Code de commerce.

10.1.2 Les Titres ne sont négociables qu'après immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés ; en cas d'augmentation de capital, les Titres sont négociables à compter de la réalisation définitive de celles-ci.

10.1.3 Le transfert des Titres s'opère, sous réserve de ce qui est stipulé ci-après, conformément aux dispositions des articles L.228-1 et R.228-10 du Code de commerce, par l'inscription de la transmission des Titres en cause dans les livres de la Société sur le compte du cessionnaire (le "**Registre des Mouvements de Titres**").

10.1.4 La transmission des Titres s'opère à l'égard de la Société et des tiers par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire, sur production d'un ordre de mouvement établi sur un formulaire fourni ou agréé par le Teneur des Comptes Titres et signé par le cédant ou son mandataire.

10.1.5 La détention et la tenue du Registre des Mouvements de Titres et des comptes d'actionnaires peuvent être confiées (par la Société) à un tiers, (le "**Teneur des Comptes Titres**"), lequel aura alors pour mission, au nom et pour le compte de la Société, de :

(iii) conserver et d'assurer la mise à jour de ces documents ;

(iv) recevoir, et être le seul habilité à recevoir, les ordres de mouvement émanant des Associés ou de porteurs de toutes valeurs mobilières émises par la Société, de quelque nature qu'elles soient ;

(v) enregistrer, dans le Registre des Mouvements de Titres et dans les comptes individuels ouverts au nom des Associés, les ordres de mouvements qui lui auront été notifiés, après s'être assuré de leur conformité aux stipulations des Statuts et du Pacte et, *a contrario*, s'interdire d'inscrire tout mouvement qui ne serait pas conforme auxdites stipulations.

La nomination ou la révocation du Teneur des Comptes Titres, ou encore la modification de sa mission ou des stipulations du présent article constituent des décisions relevant de la compétence de la collectivité des Associés.

Le Teneur des Comptes Titres est désigné pour une durée de 10 ans, renouvelable par périodes successives de un an, à défaut de délibération contraire avant le terme de sa mission.

Dans l'hypothèse de révocation du Teneur des Comptes Titres dans les conditions et selon les modalités ci-dessus visées, et à défaut pour la collectivité des Associés de pourvoir à son remplacement, la Société sera considérée de plein droit comme Teneur des Comptes Titres.

Sans préjudice des stipulations ci-dessus, le Teneur des Comptes Titres est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement et, au plus tard, dans les huit jours qui suivent celle-ci.

Le Teneur des Comptes Titres aura la faculté de renoncer à tout moment à l'exercice de ce mandat s'il estime ne plus être en mesure d'en assurer l'exercice en conformité avec ses obligations déontologiques. Dans ce cas, la Société retrouvera de plein droit la gestion de ses comptes titres.

10.2 Exclusion

10.2.1 Conformément aux dispositions de l'article L.227-16 du Code de commerce, tout Associé pourra être exclu de la Société dans les conditions prévues ci-après s'il ne respecte pas

son obligation de Transfert de Titres dans le cadre des dispositions de l'article 11.4 du Pacte (*Obligation de Sortie Conjointe*) ou en cas de non-respect de son obligation de Transfert de Titres en cas d'exercice de toute promesse de vente de Titres qu'un Associé aurait conclue avec la Société et/ou les Investisseurs Financiers ou certains d'entre eux (tel que ce terme est défini au Pacte).

10.2.2 Dès que le Président de la Société ou le président du Conseil de Surveillance a connaissance d'un évènement susceptible d'entraîner l'exclusion d'un Associé, il en informe tous les autres Associés et convoque tous les Associés dans les conditions prévues à l'article 13 des Statuts, pour une décision collective ayant pour objet de se prononcer sur l'exclusion de l'Associé concerné (ci-après la "**Procédure d'Exclusion**"), en précisant lors de la convocation des Associés les motifs de la Procédure d'Exclusion envisagée.

10.2.3 La personne prenant l'initiative de la Procédure d'Exclusion visée ci-dessus doit également sans délai notifier à l'Associé concerné les motifs de la Procédure d'Exclusion mise en œuvre à son encontre. L'Associé concerné disposera du droit de présenter son point de vue et ses explications aux autres Associés au cours de la décision collective des Associés organisée au titre de la Procédure d'Exclusion.

10.2.4 La décision collective des Associés se prononçant sur l'exclusion doit faire l'objet d'un vote favorable dans les conditions de quorum et de majorité de l'article 13 des Statuts.

10.2.5 Dans le cas où une décision collective d'exclusion serait prononcée, le Président de la Société ou le président du Conseil de Surveillance, à défaut, seront tenus, dans un délai d'un (1) mois à compter de la décision collective d'exclusion, de faire acquérir la totalité des Titres soit par les acquéreurs (Associés ou non) désignés par le président du Conseil de Surveillance dans le respect des stipulations du Pacte, soit par la Société. Lorsque les Titres sont rachetés par les acquéreurs (Associés ou non de la Société) désignés par le président du Conseil de Surveillance, le Président ou le président du Conseil de Surveillance, à défaut, devra/ont notifier à l'Associé exclu les nom(s), prénom(s) et adresse(s) du ou des acquéreur(s). Lorsque les Titres sont rachetés par la Société, celle-ci est tenue de les céder dans un délai de six (6) mois ou de les annuler.

10.2.6 En cas d'exclusion d'un Associé, les Titres de l'Associé concerné seront rachetés par la Société (avec faculté de substitution par celle-ci) ou par les acquéreurs (Associés ou non) désignés par le président du Conseil de Surveillance dans le respect des stipulations du Pacte, pour un prix par Titre égal, selon le cas, pour chaque catégorie de Titres :

(i) en cas d'exclusion liée au non-respect de son obligation de Transfert de Titres l'article 11.4 du Pacte (*Obligation de Sortie Conjointe*), au prix de cession qui aurait été perçu pour la catégorie de Titres concernée minoré de dix (10)% et des frais engagés par la Société dans le cadre de la Procédure d'Exclusion (conformément à la possibilité offerte par l'article L. 227-16 du Code de Commerce) ; ou

(ii) en cas d'exclusion liée au non-respect de son obligation de Transfert de Titres en cas d'exercice de toute promesse de vente de Titres qu'un Associé aurait conclue avec la Société et/ou les Investisseurs Financiers ou certains d'entre eux, au prix de cession qui aurait été perçu pour la catégorie de Titres concernée dans le cadre de l'exercice de la promesse concernée minoré de dix (10)% et des frais engagés par la Société dans le cadre de la Procédure d'Exclusion (conformément à la possibilité offerte par l'article L. 227-16 du Code de Commerce).

10.2.7 Le prix de rachat des Titres revenant à l'Associé exclu, déterminé conformément au paragraphe 10.2.6 ci-dessus, sera versé sur un compte séquestre auprès de tout établissement bancaire, notaire ou avocat, au choix de le ou les Investisseurs Financiers concernés, par le ou les acquéreurs ou la Société. A compter du paiement du prix sur le compte séquestre, le ou les acquéreurs est(sont) réputé(s) avoir rempli ses(leurs) obligations au titre du paiement du prix.

10.2.8 Le Transfert des Titres de l'Associé exclu interviendra automatiquement, même sans production d'un ordre de mouvement signé par l'Associé exclu, le jour de la notification par la Société que le prix a été séquestré conformément au paragraphe précédent. Pour ce faire, le président du Conseil de Surveillance (ou tout conseil externe ou tout autre membre du Conseil de Surveillance à qui il aurait délégué sa mission) inscrit dans les livres de la Société le Transfert des Titres.

10.2.9 Les Titres sont Transférés tout droit aux dividendes, intérêts ou autres droits pécuniaires attachés et libres de tout privilège, nantissement ou sûreté de quelque nature que ce soit, ce dont l'Associé exclu doit faire son affaire.

10.2.10 A compter de la décision collective des Associés et jusqu'à la date du transfert de propriété des Titres de l'Associé exclu, tous les droits non pécuniaires attachés à la propriété des Titres tant par les Statuts que par la loi sont suspendus. En particulier, l'Associé exclu n'a plus droit aux informations destinées aux Associés, n'est plus convoqué en vue de participer aux décisions collectives des Associés et ne peut pas prendre part aux votes sur ces décisions collectives. Les Titres de la Société attribués à ou souscrits par l'Associé exclu entre la date de la décision collective des Associés d'exclusion et jusqu'à la date de cession sont de plein droit inclus dans les Titres objets de l'exclusion.

TITRE III.

ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

La Société est administrée et dirigée par le président ("le **Président**"), sous le contrôle et la supervision d'un Conseil de Surveillance (le "**Conseil de Surveillance**") institué par l'article 12.

ARTICLE 11. PRESIDENT DE LA SOCIETE – DIRECTEURS GENERAUX

11.1 Désignation du président de la Société – Directeurs Généraux

11.1.1 Président de la Société

La collectivité des Associés désigne le Président de la Société au sens de l'article L.227-6 du Code de commerce.

Le Président peut être une personne physique ou morale, associée ou non de la Société.

La personne morale nommée comme Président doit désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était Président en son nom propre. A défaut, le représentant légal de la personne morale est le représentant permanent.

11.1.2 Directeurs Généraux

Un ou plusieurs directeurs généraux (les "**Directeurs Généraux**") peuvent être désignés par la collectivité des Associés, sur proposition du Président, pour assister le Président dans sa mission.

11.2 Durée et cessation des fonctions du Président et des Directeurs Généraux

La durée des fonctions du Président et des Directeurs Généraux est indéterminée, sauf décision contraire de la collectivité des Associés.

Les fonctions du Président et des Directeurs Généraux cessent par le décès, l'incapacité, la faillite personnelle ou l'interdiction de gérer, la démission ou la révocation de l'intéressé.

Le Président et les Directeurs Généraux peuvent être révoqués par décision de la collectivité des Associés (sous réserve de l'accord préalable du Conseil de Surveillance) à la majorité simple à tout moment et *ad nutum*. La décision de révocation peut être prise sans préavis. Au cas où l'intéressé aurait conclu avec la Société un contrat de travail, sa révocation ne met pas fin à ce contrat. En cas de révocation, le Président et les

Directeurs Généraux doivent avoir la possibilité de présenter leurs observations devant le Conseil de Surveillance et la collectivité des Associés.

11.3 Pouvoirs du Président et des Directeurs Généraux

11.3.1 Pouvoirs de représentation du Président

La Société est représentée à l'égard des tiers par le Président. Le Président est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social, et sous réserve des pouvoirs ou missions expressément attribués par la loi ou par les Statuts au Conseil de Surveillance et aux Associés, mais également des Décisions Importantes soumises à l'approbation préalable du Conseil de Surveillance listées à l'article 12.2 des Statuts.

Dans les rapports avec les tiers, la Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des Statuts suffise à constituer cette preuve.

Les dispositions des Statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

11.3.2 Pouvoirs de représentation des Directeurs Généraux

Les Directeurs Généraux disposent des mêmes pouvoirs que le Président pour représenter et engager la Société vis-à-vis des tiers, dans les conditions prévues à l'article 11.3.1 ci-dessus.

11.3.3 Délégation

Le Président ou tout Directeur Général, après accord préalable du Conseil de Surveillance, peut déléguer à toute personne, employée de la Société ou non, le pouvoir de direction ou d'administration de la Société, y inclus le pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers, la délégation de ses pouvoirs de façon partielle et occasionnelle à tous mandataires spéciaux qu'ils aviseront pour un ou plusieurs objets déterminés ne requérant pas cet accord.

11.4 Rémunération du Président et des Directeurs Généraux

Le Président et les Directeurs Généraux pourront percevoir une rémunération au titre de leurs fonctions, laquelle sera fixée par la collectivité des Associés ou une commission créée à cet effet par le Conseil de Surveillance.

Les frais raisonnables qu'ils exposeront dans le cadre de leurs fonctions seront par ailleurs remboursés par la Société sur présentation de justificatifs.

ARTICLE 12. CONSEIL DE SURVEILLANCE

12.1 Mission et pouvoirs du Conseil de Surveillance

12.1.1 Contrôle permanent

Le Conseil de Surveillance exerce le contrôle permanent de la gestion de la Société par le Président et les Directeurs Généraux.

Le Conseil de Surveillance donne en outre au Président et aux Directeurs Généraux les autorisations prévues par l'article 12.2 des Statuts.

12.1.2 Rapport – Comptes

En sus des documents et informations devant être transmis obligatoirement au conseil de surveillance d'une société anonyme en application de la loi, le Président sera tenu de transmettre aux membres du Conseil de Surveillance les documents et informations visées à l'article 4.1 du Pacte.

En outre, le Président devra communiquer à chacun des membres du Conseil de Surveillance tous documents ou informations nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Le Conseil de Surveillance est destinataire de tous les rapports émanant du Président et des commissaires aux comptes destinés aux Associés.

12.1.3 Consultation des Associés par le Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance peut soumettre à la collectivité des Associés ses observations sur la gestion de la Société par le Président ainsi que sur toute proposition soumise à la collectivité des Associés par le Président. Le Conseil de Surveillance peut, à tout moment, prendre l'initiative de consulter la collectivité des Associés sur une matière de sa compétence. Dans ce cas, le Conseil de Surveillance rédige les projets de résolutions et les rapports soumis aux Associés.

12.1.4 Création de commissions

Le Conseil de Surveillance peut décider la création de commissions dont il fixe la composition et les attributions et qui exercent leur activité sous sa responsabilité, sans que lesdites attributions puissent avoir pour objet de déléguer à une commission les pouvoirs qui sont attribués au Conseil de Surveillance lui-même par les Statuts.

Les conclusions formulées par les commissions dans le cadre de leurs attributions seront transmises au Conseil de Surveillance.

12.1.5 Comité de direction

Le Conseil de Surveillance peut décider de la création d'un comité de direction, présidé de plein droit par le Président, dont il fixe les attributions. Le directoire est composé de deux (2) membres au moins et de six (6) membres au plus nommés par le Conseil de Surveillance sur proposition du Président. Les membres du comité de direction sont révoqués par décision du Conseil de Surveillance à la majorité simple à tout moment et *ad nutum*.

12.2 Actes soumis à l'autorisation préalable du Conseil de Surveillance

A titre de mesure interne, les décisions visées ci-dessous relatives à la Société ou l'une quelconque des sociétés que la Société contrôle, directement ou indirectement au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce (les "**Filiales**") (ensemble avec la Société, le "**Groupe**") ne pourront être prises par le Président ou les Directeurs Généraux qu'après avoir été préalablement autorisées par le Conseil de Surveillance, statuant à la majorité simple des membres présents ou représentés et conformément aux règles de majorité prévues dans le Pacte (ci-après les "**Décisions Importantes**").

Les Décisions Importantes auxquelles il est fait référence ci-dessus sont les suivantes :

(i) L'approbation du budget annuel ;

(ii) Toute décision affectant directement les modalités d'échelonnement, d'amortissement ou de remboursement de tout emprunt bancaire d'un montant supérieur à 100.000 euros de la Société et/ou de ses Filiales ou tout engagement se rapportant à ces décisions, et décisions susceptibles d'entraîner l'exigibilité anticipée des différents emprunts conclus par la Société pour le financement de l'Acquisition (tel que ce terme est défini au Pacte) ou nécessitant l'accord préalable des établissements bancaires ayant accordé lesdits prêts ;

(iii) Toute opération de croissance externe : acquisition ou promesse d'acquisition de fonds de commerce, de biens immobiliers ou de titres de participation par la Société et/ou ses Filiales;

(iv) Toute cession ou location-gérance de fonds de commerce, cession d'immeubles ou titres de participation détenus par la Société et/ou ses Filiales;

(v) Toute conclusion ou la modification d'emprunts, autres que les emprunts à court terme destinés à la trésorerie ou au fonds de roulement, auprès de quiconque sous quelque forme que ce soit (notamment par voie de crédit-bail) d'un montant supérieur à 100.000 euros par opération au cours du même exercice social ;

(vi) Tout octroi par la Société ou une Filiale de tout gage, nantissement, caution, aval, fiducie ou toute autre sûreté ou garantie d'un engagement pris par elles-mêmes ou par un tiers, qui excèderait globalement sur le même exercice social, en une ou plusieurs fois, une somme de 100.000 euros ;

(vii) Toute réalisation d'investissement dont le montant annuel, cumulé aux investissements déjà réalisés depuis le début de l'exercice, serait supérieur à 200.000 euros ;

(viii) Toute réalisation de placements financiers autres que dans le cadre de la gestion courante ;

(ix) Tout arrêté des comptes de fin d'exercice, l'affectation des résultats et tout changement de principes et/ou méthodes comptables, tels que définis en annexe des comptes annuels et certifiés par le commissaire aux comptes de la Société et/ou des Filiales selon le cas ;

(x) Toute émission d'actions, de valeur mobilières ou titres financiers de quelque nature que ce soit, y compris notamment à titre d'option ou de paiement du dividende ;

(xi) L'acquisition ou la cession d'actifs corporels ou incorporels autres que ceux visés aux points (iii), (iv), (v) ou au point (vi), pour une valeur, par opération, supérieure à 100.000 euros et qui ne serait pas prévue au budget ;

(xii) Tout octroi à des tiers, souscription auprès de tiers ou modification des droits actuels de l'une des sociétés du Groupe en matière de droits de propriété intellectuelle ou industrielle, en dehors de l'activité courante de la Société ;

(xiii) Toute modification de la rémunération du Président de la Société ;

(xiv) Toute modification des Statuts ou tout acte ayant pour objet ou effet une modification des Statuts de la Société ou des Filiales ;

(xv) Toute modification, directe ou indirecte, sous quelque forme que ce soit, pour le présent ou l'avenir, les droits de l'une quelconque des catégories de valeurs mobilières émises par la Société et/ou ses Filiales ;

(xvi) Toute décision de nomination ou de révocation du représentant légal des Filiales ;

(xvii) L'acquisition, la souscription, l'échange ou le Transfert de valeurs mobilières ou titres financiers de quelque nature et montant que ce soit ainsi que de parts sociales de quelque montant que ce soit (à l'exception des parts ou actions d'OPCVM et autres placements de trésorerie) :

(xviii) Toute création, extension, réduction ou suppression significatives d'activités ; la création ou la dissolution, l'acquisition ou la cession de toute société, entreprise, Filiale, succursale, groupement d'intérêt économique, association, trust, société

en participation, société créée de fait ou tout autre Entité, de quelque nature et de quelque importance que ce soit, y compris la conclusion de tout accord de joint venture. Tout projet de fusion, scission, apport ou plus généralement toute restructuration juridique de la Société et/ou de ses Filiales ;

(xix) Toute ouverture et toute conduite de toute procédure judiciaire, administrative (y compris de contrôle fiscal ou de sécurité sociale ou contrôle réglementaire de toute autorité compétente) ou arbitrale de quelque nature que ce soit, ou toute conclusion de toute transaction à laquelle une des Sociétés est partie comme défendeur ou comme demandeur et dont l'enjeu dépasserait 100.000 euros ;

(xx) Toute mise en place de tout plan de stock options, d'épargne d'entreprise, d'abondement, d'intéressement ou de participation pour les salariés et mandataires sociaux et toute modification de tels plans à l'exception de ce qui résulterait d'une obligation légale.

(xxi) Tout recrutement de tout salarié, cadre supérieur, dont la rémunération annuelle brute serait supérieure à 80.000 euros, toute mise en œuvre de tout plan social ou de tout licenciement collectif ou tout licenciement de tout salarié dont la rémunération annuelle brute serait supérieure à 80.000 euros, à l'exception d'un licenciement pour faute lourde ou grave nécessitant une mise à pied immédiate; étant précisé que le Président informe le Conseil de Surveillance préalablement à tout licenciement de tout salarié.

(xxii) Toute convention relevant de l'article L.227-10 du Code de commerce; toute convention entre la Société ou une Filiale et ses Associés directs ou indirects ou appartenant au groupe de ses Associés.

(xxiii) Toute décision en vue de l'admission des Titres de la Société à la négociation sur un marché d'instruments financiers, le choix de la procédure y afférente et le choix de l'établissement introducteur.

(xxiv) Toute promesse d'accomplir un quelconque des actes mentionnés ci-dessus ou de conférer une option ou tout autre contrat dont l'exercice obligerait ou serait susceptible d'obliger les Sociétés à accomplir un des actes mentionnés ci-dessus.

12.3 Composition

Le Conseil de Surveillance est composé de deux (2) membres au moins et de sept (7) membres au plus, nommés par décision de la collectivité des Associés à la majorité simple.

Les membres du Conseil de Surveillance peuvent être des personnes physiques ou morales, associées ou non de la Société.

Les personnes morales nommées au Conseil de Surveillance peuvent désigner un représentant permanent qui est soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était membre du Conseil de Surveillance en son nom propre. A défaut, le représentant légal de la personne morale est le représentant permanent.

Lorsque la personne morale révoque le mandat de son représentant permanent, elle est tenue de pourvoir en même temps à son remplacement. Il en est de même en cas de décès ou de démission du représentant permanent.

En cas de cessation des fonctions d'un membre du Conseil de Surveillance, celui-ci sera remplacé par décision de la collectivité des Associés en respectant les principes visés au Pacte.

12.4 Durée et cessation des fonctions de membres du Conseil de Surveillance

12.4.1 Durée et causes de cessation

Les membres du Conseil de Surveillance sont nommés pour une durée indéterminée.

Les fonctions de membre du Conseil de Surveillance cessent par le décès, la faillite, la démission ou la révocation de l'intéressé.

Ils peuvent être révoqués *ad nutum* par décision collective des Associés à tout moment et sans préavis. La révocation ne peut donner lieu à des dommages et intérêts.

12.4.2 Désignation provisoire

Si, par suite d'une cessation de fonctions, un siège de membre du Conseil de Surveillance devient vacant dans l'intervalle de deux décisions collectives des Associés, le Conseil de Surveillance peut pourvoir provisoirement au remplacement par cooptation dans les conditions prévues à l'alinéa suivant.

Les nominations provisoires de membres du Conseil de Surveillance sont soumises à la ratification de la plus prochaine délibération collective des Associés. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil de Surveillance n'en demeurent pas moins valables.

S'il ne reste plus que deux membres du Conseil de Surveillance en fonctions, les Associés doivent être immédiatement convoqués par les membres restants en vue de compléter le Conseil.

12.5 Présidence du Conseil de Surveillance

Le Conseil de Surveillance nomme parmi ses membres un président, personne physique ou personne morale.

La durée du mandat du président du Conseil de Surveillance correspond à celle de son mandat de membre du Conseil de Surveillance.

Le président du Conseil de Surveillance est chargé de convoquer le Conseil de Surveillance et d'en diriger les débats.

Le président du Conseil de Surveillance peut être révoqué par décision du Conseil de Surveillance prise à la majorité simple à tout moment et *ad nutum*. La décision de révocation peut être prise sans préavis et ne peut donner lieu à des dommages-intérêts.

12.6 Rémunération

Les membres du Conseil de Surveillance pourront recevoir une rémunération pour leurs fonctions fixée par la collectivité des Associés dans le respect des stipulations du Pacte, et seront remboursés pour les frais et dépenses raisonnables qu'ils auront engagés dans le cadre de leurs fonctions (notamment frais de transport, hébergements).

12.7 Délibération du Conseil de Surveillance - Procès-verbaux

12.7.1 Réunions - Convocations

Le Conseil de Surveillance se réunira sur convocation de son président, ou de deux de ses membres ou du Président, aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige et, sauf accord contraire à la majorité de ses membres, au moins une fois par trimestre et autant de fois qu'il sera nécessaire pour délibérer sur les décisions de l'article 12.2 des statuts.

Sauf (i) au cas où les membres du Conseil de Surveillance y renoncent à l'unanimité ou sont tous présents ou représentés ou (ii) en cas d'urgence, le Conseil de Surveillance ne pourra délibérer que s'il a été convoqué au moins deux (2) jours à l'avance, moyennant

communication d'un ordre du jour, étant entendu que cette convocation pourra se faire par tout moyen permettant de s'assurer de la réception et de la prise de connaissance effective de ladite convocation par son destinataire, notamment par voie de courrier électronique.

Le Président de la Société sera systématiquement invité à assister aux réunions du Conseil de Surveillance, sans droit de vote (sauf stipulations contraires du Pacte). Le Conseil de Surveillance pourra inviter les Directeurs Généraux et/ou d'autres cadres du Groupe, en accord avec le Président, à assister aux réunions du Conseil de Surveillance, sans droit de vote.

Les réunions du Conseil de Surveillance pourront se tenir par tous moyens (notamment par voie de visioconférence ou de téléconférence).

12.7.2 Ordre du jour

L'ordre du jour est arrêté par l'auteur de la convocation. Le Conseil de Surveillance peut toutefois valablement délibérer sur des sujets qui ne figurent pas dans l'ordre du jour lorsque tous les membres sont présents ou représentés à la délibération.

12.7.3 Présidence des séances

Les séances du Conseil de Surveillance sont présidées par le président du Conseil de Surveillance ou, à défaut, par un membre du Conseil de Surveillance choisi par ledit Conseil au début de la séance.

12.7.4 Quorum – Participation

Le Conseil de Surveillance pourra valablement délibérer si (i) la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés et (ii) un représentant de l'Investisseur Majoritaire est présent ou représenté.

La participation d'un membre du Conseil de Surveillance aux réunions du Conseil de Surveillance résulte soit de sa présence effective, soit de sa participation par voie de visioconférence ou de conférence téléphonique, soit de sa représentation par tout autre membre du Conseil de Surveillance auquel il a donné pouvoir.

12.7.5 Majorité

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents ou représentés, étant ici précisé que (i) chaque membre du Conseil de Surveillance autre que les représentants de l'Investisseur Majoritaire disposera d'une (1) voix et (ii) chaque membre du Conseil de Surveillance représentant l'Investisseur Majoritaire disposera d'une voix double. En cas d'égalité, la voix du président de séance est prépondérante.

Seront réputés présents pour le calcul de la majorité du Conseil de Surveillance, les membres du Conseil de Surveillance qui participent à la réunion par des moyens de visioconférence ou de conférence téléphonique conformément à l'article 12.7.4 ci-dessus.

12.7.6 Procès-verbaux - Registre

Il est établi une feuille de présence et un procès-verbal de toute délibération prise par le Conseil de Surveillance. Le Conseil de Surveillance peut nommer à chaque séance un secrétaire qui peut être choisi en dehors de ses membres. Ces procès-verbaux doivent être établis et signés par le président de séance et un membre ou par deux membres du Conseil de Surveillance participants. Ces procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège social.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président, par le président du Conseil de Surveillance, par les Directeurs Généraux ou par un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

12.8 Censeurs

12.8.1 La collectivité des Associés pourra nommer, à la majorité simple, un ou plusieurs censeurs convoqués aux séances du Conseil de Surveillance auxquelles ils pourront assister, sans droit de vote.

Le président du Conseil de Surveillance transmettra aux censeurs, de la même manière qu'aux membres du Conseil de Surveillance, les convocations à chacune de ces réunions.

12.8.2 Les censeurs pourront être des personnes physiques ou morales et seront nommés pour une durée de trois (3) années renouvelable, expirant à l'issue de la décision de l'Associé Unique ou de la collectivité des Associés ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat.

12.8.3 Les fonctions de censeur prennent fin par décès, incapacité pour le censeur personne physique, dissolution ou mise en redressement judiciaire pour le censeur personne morale.

12.8.4 Le censeur peut être révoqué *ad nutum* par décision collective des Associés ou décision du Conseil de Surveillance à tout moment et sans préavis. La révocation ne peut donner lieu à des dommages et intérêts.

12.8.5 Les censeurs sont tenus à une obligation de réserve et de confidentialité.

12.8.6 Les censeurs ne percevront aucune rémunération au titre de leurs fonctions. Toutefois, les frais raisonnables qu'ils exposeront dans le cadre de leurs fonctions seront remboursés par la Société sur présentation de justificatifs.

TITRE IV
DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 13. DÉCISIONS DE LA COLLECTIVITE DES ASSOCIÉS

13.1 Décisions de la compétence des Associés

13.1.1 Conformément à l'article L.227-19 du Code de commerce, les Associés sont seuls compétents pour prendre les décisions visées aux articles L.227-13, L.227-14, L.227-16 et L.227-17 du Code de commerce, lesquelles sont prises à l'unanimité.

13.1.2 Par ailleurs, nonobstant toute disposition contraire des Statuts, les Associés, statuant à la majorité simple des voix des Associés présents ou représentés, sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes (le cas échéant, avec le Conseil de Surveillance) :

(a) augmentation, réduction ou amortissement du capital et émission de toute valeur mobilière pouvant donner accès, immédiatement ou à terme, au capital ou aux droits de vote de la Société ;

(b) fusion, scission, apport partiel d'actif soumis au régime des scissions et dissolution de la Société ;

(c) nomination des commissaires aux comptes ;

(d) approbation des comptes annuels et, le cas échéant, consolidés de la Société et affectation des résultats ;

(e) paiement de dividendes ou toute autre distribution ;

(f) transformation de la Société ;

(g) adhésion à tout groupement ou autre entité pouvant entraîner la responsabilité solidaire et indéfinie de la Société ;

(h) modifications des Statuts autres que celles mentionnées à l'article 3 ;

(i) nomination et révocation, renouvellement et remplacement du Président et des Directeurs Généraux, ainsi que les modalités d'exercice y compris la rémunération et la cessation de leurs fonctions ;

(j) nomination et révocation, renouvellement et remplacement des membres du Conseil de Surveillance, ainsi que les modalités d'exercice y compris la rémunération et la cessation de leurs fonctions ;

(k) approbation des conventions réglementées ;

(l) dissolution de la Société ;

(m) nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation de la Société ;

(n) l'exclusion de tout Associé ; et

(o) prorogation de la durée de la Société.

Les Associés délibèrent également sur tout autre sujet relevant de leur compétence ou qui leur est soumis, et ce conformément aux Statuts.

13.2 Modalités des décisions collectives

13.2.1 Les Associés sont convoqués, ou simplement consultés, par le Président ou le président du Conseil de Surveillance, à leur initiative ou sur la demande de l'un des Associés représentant plus de 10% du capital social et des droits de vote de la Société.

13.2.2 Les Associés délibèrent valablement si les Associés représentant plus de la moitié du capital social et des droits de vote sont présents ou représentés. Les décisions collectives sont prises en assemblées générale des Associés (les "**Assemblées**"), par consultation écrite, par téléconférence (ou par tout autre moyen de communication similaire), ou par acte unanime, au choix de l'initiateur de la consultation.

13.2.3 Les décisions collectives des Associés sont prises à la majorité simple des voix des Associés présents ou représentés, sauf en ce qui concerne (i) celles qui résultent du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte et (ii) celles qui, selon la loi ou les Statuts, doivent être prises impérativement à l'unanimité, notamment les décisions visées aux articles L.227-13, L.227-14, L.227-16 et L.227-17 du Code de commerce.

13.2.4 Par exception, les Associés doivent statuer collectivement, sous forme d'assemblée générale, dans les six (6) mois qui suivent la clôture de l'exercice social, sur l'approbation des comptes de cet exercice.

13.2.5 Le ou les commissaires aux comptes sont convoqués aux Assemblées et sont informés, en même temps que les Associés, des Assemblées et autres modes de consultation des Associés.

13.3 Décisions de l'Associé Unique

13.3.1 L'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus par la loi et par les Statuts à la collectivité des Associés.

13.3.2 Les décisions de l'Associé Unique sont prises à l'initiative du Président, du président du Conseil de Surveillance, d'un Directeur Général ou de l'Associé Unique lui-même.

13.3.3 Lorsque la décision de l'Associé Unique est sollicitée par le Président, le président du Conseil de Surveillance ou un Directeur Général, et sauf renonciation par écrit de l'Associé Unique, une convocation est adressée, par tous moyens, à l'Associé Unique par le Président, le président du Conseil de Surveillance ou un Directeur Général huit (8) jours au moins avant la réunion projetée ; cette convocation porte indication des sujets devant être soumis à la décision de l'Associé Unique. En même temps que la convocation, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition de l'Associé Unique.

13.3.4 Un procès-verbal des décisions prises par l'Associé Unique est établi par le Président ou le président du Conseil de Surveillance, selon le cas, et signé par l'Associé Unique.

13.4 Assemblée des Associés

13.4.1 Le Président ou le président du Conseil de Surveillance, selon le cas, convoque les Associés par lettre simple ou télécopie ou courrier électronique ou par oral au minimum huit (8) jours à l'avance, sauf renonciation de l'ensemble des Associés, en indiquant la date, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée pouvant se réunir sans délai si tous les Associés sont présents ou représentés. En même temps que la convocation, et sauf renonciation par les Associés, les documents utiles à la prise de décision sont adressés ou mis à la disposition des Associés.

13.4.2 Chacun des Associés peut désigner le représentant de son choix (Associé ou non) à l'effet de le représenter. Le nombre de pouvoirs dont peut disposer un Associé est illimité. Les pouvoirs sont donnés par tous moyens écrits.

13.4.3 Tout Associé peut voter par correspondance. Tout formulaire de vote par correspondance doit pour être pris en compte, parvenir à la Société au moins trois jours avant la date de l'assemblée. En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret 2001-272 du 30 mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

13.4.4 Les assemblées des Associés se réunissent au siège social de la Société ou en tout autre lieu déterminé dans la convocation. Elles peuvent également se tenir par visioconférence, ou par tous moyens de télécommunication, dans les conditions légales et réglementaires. Les assemblées sont présidées par l'auteur de la convocation ou, en son absence, par un Associé spécialement délégué à cet effet par celui-ci. A défaut, l'assemblée désigne elle-même son président.

13.4.5 A chaque assemblée est tenue une feuille de présence. Cette feuille de présence dûment émargée par les Associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire, est certifiée exacte dans les même conditions que les procès-verbaux et mentionne, le cas échéant, le nom des Associés participant à la séance par des moyens de visioconférence ou de télécommunication.

13.4.6 Un procès-verbal des décisions des Associés rédigé en français est établi, daté et signé par le Président ou le président du Conseil de Surveillance, selon le cas, dans les meilleurs délais, quel que soit le mode de consultation choisie. Ce procès-verbal doit être également signé par un secrétaire choisi par l'Associé (autre que le Président ou le président du Conseil de Surveillance s'il est l'auteur de la convocation) représentant le plus grand nombre d'actions. Ces procès-verbaux sont conservés dans un registre tenu au siège social.

13.5 Résolutions écrites

Les décisions peuvent également être adoptées sans réunion en assemblée par consentement écrit des Associés. Le texte des résolutions proposées est adressé, par la personne qui a pris l'initiative de la consultation des Associés, à chaque Associé et, pour information et lorsqu'il en a été désigné un, au commissaire aux comptes et à la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lettre simple, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen permettant d'établir une preuve d'envoi et de réception.

Les Associés disposent d'un délai de trois (3) jours à compter de la réception du texte des résolutions pour signer le texte des résolutions qu'ils approuvent et le renvoyer au Président de la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, lettre simple ou télécopie. Tout Associé n'ayant pas fait parvenir sa réponse dans le délai

mentionné ci-dessus sera considéré comme ayant refusé la ou les résolutions concernées.

La date de la dernière résolution écrite reçue permettant d'atteindre la majorité et, le cas échéant, les approbations spécifiques requises pour l'adoption de la résolution, sera considérée comme la date d'adoption de la résolution concernée.

Pendant le délai de réponse, chaque Associé peut exiger toute explication complémentaire de la personne qui a pris l'initiative de la consultation des Associés ou du Président de la Société.

Les preuves d'envoi et de réception du texte des résolutions et les copies en retour de ces résolutions dûment signées par les Associés comme indiqué ci-dessus seront conservées au siège social.

13.6 Acte unanime

Toute décision de la compétence des Associés peut également résulter, en l'absence d'assemblée, du consentement de tous les Associés exprimé dans un acte écrit, rédigé en français et signé par tous les Associés. Cet acte est ensuite consigné dans le registre officiel des délibérations des Associés.

ARTICLE 14. DROIT D'INFORMATION DES ASSOCIES

14.1 Rapports - Informations

Quel que soit le mode de consultation, chaque Associé a le droit d'obtenir le texte des décisions soumises à son approbation ainsi que les documents et informations nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause sur le texte desdites décisions et en particulier les rapports du Président, du Conseil de Surveillance, du commissaire aux comptes ou de commissaires nommés spécialement à cet effet, dans les cas où la loi impose leur préparation.

14.2 Délais

Lorsque la loi n'impose aucun délai pour la présentation ou la mise à disposition d'un rapport, celui-ci est tenu à disposition des Associés à la date de la convocation pour les Assemblées ou de la consultation des associés dans les autres cas. Dans le cas contraire, le droit de communication du rapport du commissaire aux comptes ou du commissaire nommé spécialement s'exerce dans les délais fixés par la loi.

Dans tous les cas, les informations et documents auxquels les Associés ont droit dans le cadre de leur droit à l'information leur sont communiqués immédiatement sur première demande de leur part.

14.3 Renonciation à l'information

Quel que soit le mode de consultation, les Associés peuvent renoncer à la mise à disposition de l'information si tous les Associés sont présents ou représentés et qu'ils se déclarent suffisamment informés pour délibérer.

TITRE V

COMPTES - RESULTATS DE LA SOCIETE

ARTICLE 15. EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et finit le 31 décembre de la même année.

Toutefois, le premier exercice social commencera à courir à compter de l'immatriculation de la Société au registre du commerce et des sociétés de Perpignan et sera clos le 31 décembre 2017.

ARTICLE 16. AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Les Associés statuent sur les comptes de l'exercice et décident de l'affectation du bénéfice distribuable dans les conditions fixées par la loi.

La part de chaque Associé dans les bénéfices ainsi que sa contribution aux pertes sont proportionnelles à sa quotité dans le capital social.

TITRE VI
CONTROLE

ARTICLE 17. CONVENTIONS REGLEMENTEES

17.1 Sans préjudice des dispositions de l'article 12.2, le Président doit aviser le ou les commissaires aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et le Président, l'un des membres du Conseil de Surveillance ou l'un des Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à dix pour cent ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L.233-3 du Code de commerce, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions.

Les commissaires aux comptes présentent aux Associés un rapport sur ces conventions. Les Associés statuent chaque année à l'occasion de l'Assemblée d'approbation des comptes sur ce rapport, l'Associé intéressé ne participant pas au vote.

17.2 Si la Société ne comprend qu'un seul Associé, la procédure prévue ci-dessus ne s'applique pas. Dans ce cas, les conventions intervenues entre la Société et les dirigeants sont simplement mentionnées au registre des décisions sociales.

17.3 Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

17.4 Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales dont la liste est communiquée aux commissaires aux comptes.

17.5 La liste des conventions qui, en raison de leur objet ou de leurs implications financières, ne sont significatives pour aucune des parties n'est pas communiquée.

Les interdictions prévues à l'article L.225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux Directeurs Généraux, et aux membres du Conseil de Surveillance.

ARTICLE 18. COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le contrôle de la Société est effectué, le cas échéant, par un ou plusieurs commissaires aux comptes dans les conditions fixées par la loi ou les règlements.

Ils sont nommés, le cas échéant, pour une durée de six (6) exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur et à venir.

Les commissaires aux comptes peuvent être relevés de leurs fonctions conformément aux dispositions légales et règlementaires en vigueur.

Le commissaire nommé par décision collective des associés en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que jusqu'à l'expiration du mandat de son prédécesseur.

ARTICLE 19. REPRESENTATION SOCIALE

Les délégués du comité d'entreprise, s'il en existe un, exercent les droits prévus par les articles L. 2323-62 à L. 2323-67 du Code du travail auprès du Président.

Le comité d'entreprise doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les Associés.

Les demandes d'inscription des projets de résolutions présentées par le comité d'entreprise doivent être adressées par un représentant du comité au Président au siège social de la Société, à l'attention du Président, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, et doivent être accompagnées du texte des projets de résolutions. Elles doivent être reçues au siège social trois (3) jours au moins avant la date fixée pour la décision des Associés. Le Président sera compétent pour décider si la proposition de résolution est soumise à la collectivité des Associés ou selon l'une des autres formes prévues à l'article 13 des statuts de la Société.

TITRE VII

DISSOLUTION - LIQUIDATION

ARTICLE 20. DISSOLUTION

A l'expiration de la Société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des Associés règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

ARTICLE 21. CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou de la liquidation, soit entre les Associés et les mandataires sociaux de la Société, soit entre les Associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents.

ANNEXE 1

DEFINITIONS

« **Actions** »	désigne les actions ordinaires, les ADP et les ADP IT émises ou à émettre par la Société.
« **Actions de Préférence** »	désigne les actions de préférence émises ou à émettre par la Société et dont les termes et conditions figurent en Annexe 2 et en Annexe 3.
« **ADP** »	désigne les actions de préférence émises ou à émettre par la Société et dont les termes et conditions figurent en Annexe 2.
« **ADP IT** »	désigne les actions de préférence émises ou à émettre par la Société et dont les termes et conditions figurent en Annexe 3.
« **Associé** »	désigne tout titulaire d'Actions.
« **Contrôle** » ou « **Contrôlant** » ou « **Contrôlé** »	a le sens donné à ces termes à l'article L.233-3 I 1° du Code de commerce. Pour les besoins des présentes, un fonds commun de placement ou risques ou un *partnership* est réputé Contrôlée par sa société de gestion.
« **Date de Réalisation** »	le 10 mai 2016.
« **Date de Sortie** »	désigne toute date (incluse) à laquelle intervient une Sortie.
« **Filiale** »	désigne toute entité dotée ou non de la personnalité morale, groupement ou personne morale dans laquelle la Société détient ou détiendra, directement ou indirectement, quel qu'en soit le taux, des droits de vote et droits à bénéfice ou parts.
« **Décaissements** »	désigne toute somme en numéraire versée directement ou indirectement par les Investisseurs Financiers ou la valeur de tout apport en nature réalisé directement ou indirectement par les Investisseurs Financiers au profit de la Société à compter de la Date de Réalisation (incluse) et jusqu'à la Sortie (y compris cette dernière), au titre de la souscription ou de l'acquisition de valeurs mobilières émises par la Société (ou par ODInvest), de mise à disposition au profit de la Société de prêts d'associés ou autres sommes. Il est précisé que sera exclu des Décaissements (x) tout prix de cession de titres entre l'Investisseur Majoritaire et ses Affiliés, (y) toute somme apportée à ODInvest qui ne serait pas investie dans la Société ou qui n'aurait pas servie à financer l'acquisition de Titres de la Société et (z) toute somme apportée au titre des OS.
« **Encaissements** »	désigne toute somme en numéraire versée directement ou indirectement par la Société aux Investisseurs Financiers à compter de la Date de Réalisation et jusqu'à la Sortie (y compris cette dernière), au titre des valeurs mobilières de la Société souscrites ou acquises, directement ou indirectement (notamment via ODInvest) par les Investisseurs Financiers (dividendes, intérêts, réduction de capital, etc.) ou du remboursement de tout prêt d'associé ou de toute émission

obligataire, de toute autre somme en numéraire ou en rémunération d'apports en nature reçue dans le cadre de la Sortie par les Investisseurs Financiers au titre de la cession directe ou indirecte de valeurs mobilières de la Société ou de prêts d'associés, diminuée de tous frais et dépenses payés par les Investisseurs Financiers à raison de la Sortie à des prestataires extérieurs non Affiliés des Investisseurs Financiers, étant précisé que :

(i) seront exclues des Encaissements toutes sommes reçues au titre de convention d'assistance conclue par la Société avec les Investisseurs Financiers ainsi que toute somme perçue au titre des commissions reçues par les Investisseurs Financiers (y compris la commission de montage) ou de jetons de présence ;

(ii) seront exlues des Encaissements toute somme perçue au titre des OS ;

(iii) seront exclus des Encaissements tout prix de cession de titres entre les Investisseurs Financiers et l'un de leurs Affiliés (ainsi que les frais externes et dépenses afférents à de telles cessions) ;

(iv) en cas de Changement de Contrôle entraînant l'exercice par les Investisseurs Minoritaires de leur Droit de Sortie Conjointe Totale, les Encaissements seront calculés de manière théorique en faisant l'hypothèse que 100% des titres de la Société sont cédés, directement ou indirectement ; et

(v) que seront déduits des Encaissements (x) l'ensemble des frais externes ou dépenses y afférents, supportés par les Investisseurs Financiers et liés à la réalisation de la Sortie (tels que banques d'affaires, avocats, VDD, frais de data room, droits d'enregistrement ou prime d'assurance...).

« **Groupe** » désigne la Société et ses Filiales.

« **Introduction en Bourse** » signifie l'admission des Actions aux négociations sur un marché réglementé ou organisé.

« **Investisseurs Financiers** » ou « **Investisseur Financier** » désigne Naxicap Opportunities I, Naxicap Opportunities IV, Banque Populaire Développement, BNP Paribas Développement, Monsieur Emmanuel Stern et Monsieur Hervé Lafont, tels que définis dans le Pacte et tout Affilié (tel que défini dans le Pacte) des Investisseurs Financiers.

« **Investisseurs Majoritaire** » désigne Naxicap Opportunities I, Naxicap Opportunities IV et Banque Populaire Développement, tels que définis dans le Pacte et tout Affilié (tel que défini dans le Pacte) de l'Investisseur Majoritaire.

« **Multiple** » désigne le ratio Encaissements / Décaissements qui sera calculé à la Sortie.

« **Pacte** » désigne le pacte des titulaires de Titres de la Société conclu le 10 mai 2016, tel qu'il pourra être modifié par tous avenants.

« **Personne** » désigne toute personne physique ainsi que toute personne morale, entité, association, joint venture, syndicat, société,

	administration, trust ou autre groupement ou organisation.
« **Plus-Value Investisseurs Financiers** »	désigne la différence entre (i) les Encaissements et (ii) les Décaissements.
« **Plus-Value 1** »	désigne la différence entre (i) le montant de Plus-Value Investisseurs Financiers correspondant à un Multiple de 1,5 et (ii) le montant de Plus-Value Investisseurs Financiers correspondant à un Multiple de 2, calculée avant prise en compte du Montant Prioritaire dû aux porteurs d'ADP au titre de la Plus-Value 1.
« **Plus-Value 2** »	désigne la différence entre (i) le montant de Plus-Value Investisseurs Financiers correspondant à un Multiple de 2 et (ii) le montant de Plus-Value Investisseurs Financiers correspondant à un Multiple de 2,5, calculée après prise en compte du Montant Prioritaire dû aux porteurs d'ADP au titre de la Plus-Value 1 mais avant prise en compte du Montant Prioritaire dû aux porteurs d'ADP au titre de la Plus-Value 2.
« **Plus-Value 3** »	désigne la différence entre (i) le montant de Plus-Value Investisseurs Financiers correspondant à un Multiple de 2,5 et (ii) le montant de Plus-Value Investisseurs Financiers correspondant à un Multiple de 3, calculée après prise en compte du Montant Prioritaire dû aux porteurs d'ADP au titre de la Plus-Value 1 et de la Plus-Value 2 mais avant prise en compte du Montant Prioritaire dû aux porteurs d'ADP au titre de la Plus-Value 3.
« **Plus-Value 4** »	désigne la différence entre (i) le montant de toute Plus-Value Investisseurs Financiers correspondant à un Multiple supérieur à 3 et (ii) le montant de Plus-Value correspondant à un Multiple de 3, calculée après prise en compte du Montant Prioritaire dû aux porteurs d'ADP au titre de la Plus-Value 1, de la Plus-Value 2 et de la Plus-Value 3 mais avant prise en compte du Montant Prioritaire dû aux porteurs d'ADP au titre de la Plus-Value 4.
« **Société** »	a la signification qui lui est donnée à l'article 1.1 des statuts.
« **Sortie** »	désigne (i) la liquidation de la Société (judiciaire ou volontaire), (ii) l'Introduction en Bourse ou (iii) le Transfert de la totalité des Titres de la Société, directement ou indirectement.
« **Titres** »	signifie tout titre, warrant, part bénéficiaire, droit de souscription, droit d'attribution, valeur mobilière simple ou composée, valeur mobilière donnant accès au capital, bon de souscription d'actions, instrument financier, certificat de droit de vote, certificat d'investissement ou droit représentatif d'une quotité du capital ou des droits de vote d'une société, émis ou qui seront émis, détenus en pleine propriété, en usufruit ou en nue-propriété, ou donnant droit, immédiatement ou à terme, par voie notamment de conversion, d'échange, de remboursement, de présentation d'un bon ou de quelque manière que ce soit, à une quotité dudit capital ou des droits de vote de ladite société.

« **Transférer** » désigne l'action consistant à effectuer un Transfert.

« **Transfert** » désigne tout transfert, à titre onéreux ou gratuit, entraînant le transfert, immédiat ou à terme, de la pleine propriété, de la nue-propriété, de l'usufruit ou de la jouissance de Titres, sous quelque forme que ce soit et notamment, sans que cette énumération soit limitative, toute vente, cession, nantissement, apport en société, apport partiel d'actif, fusion, prêt, prêt de consommation, échange, licitation, démembrement de propriété, transmission par suite de dissolution de communauté entre époux, donation, échange ou partage, transmission à cause de mort, par constitution fiduciaire ; toute renonciation individuelle à un droit préférentiel de souscription ou d'attribution d'un Titre.

« **TRI** » signifie taux de rendement interne annuel réalisé par les Investisseurs Financiers sur le projet (exprimé en pourcentage).

Le TRI correspond au taux d'actualisation permettant d'annuler la somme des flux actualisés des Investisseurs Financiers, en fonction de leur date d'occurrence.

$$\sum_{i=0}^{n} \frac{F_i}{(1+\text{TRI})^{i/365}} = 0$$

Soit la formule :

où « *Fi* » correspond aux Décaissements (si négatifs) et aux Encaissements (si positifs) « *i* » jours après le 10 mai 2016 et jusqu'à la date de Sortie, et où « n » est égal au nombre de jours entre le 10 mai 2016 et la date de Sortie.

Annexe 2

Termes et conditions des ADP

1. GENERALITES

1.1 Nombre et prix d'émission des ADP

Il a été procédé à l'émission de 180.000 ADP.

Les ADP ont été émises, à un prix de 1 € de valeur nominale chacune, accompagné d'une prime d'apport de 0,11 € par ADP émises.

1.2 Forme des ADP

Les ADP sont créées exclusivement sous la forme nominative.

Conformément à l'article L. 228-1 du Code de Commerce, la propriété des ADP résulte de leur inscription en compte au nom de chacun de leurs titulaires (les "**Titulaires d'ADP**").

1.3 Droits de vote

Chaque ADP donne droit à une voix au même titre que les actions ordinaires.

2. DROITS PARTICULIERS ATTACHES AUX ADP

Les ADP bénéficient d'une quote-part du Montant Net revenant aux Investisseurs Financiers au titre de leurs actions ordinaires dans le cadre de toute Sortie, sur la distribution, de quelque nature qu'elle soit (dividendes, acomptes sur dividendes, réserves, boni de liquidation) suivant immédiatement la Sortie et sur toute distribution postérieure et (ii) d'une quote-part de l'actif net de liquidation revenant aux Investisseurs Financiers au titre de leurs actions ordinaires dans le cadre de toute liquidation amiable ou judiciaire (le "**Droit de Sortie**").

Le montant du Droit de Sortie (le "**Montant Prioritaire**") (et ce quel que soit le pourcentage de capital auquel donneront accès les ADP à la date de Sortie ou de liquidation amiable ou judiciaire) sera déterminé de telle sorte que les titulaires d'ADP perçoivent, en sus de la valeur des Titres qu'ils détiennent (calculée avant prise en compte de la dilution liée aux ADP) un prix déterminé comme suit :

(i) si le Multiple est supérieur à 1,5 et inférieur à 2,00 : le Montant Prioritaire sera égal à 12,5% de la Plus-Value 1 ;

(ii) si le Multiple est supérieur ou égal à 2,00 et inférieur à 2,50 : le Montant Prioritaire sera égal à la somme de 12,5% de la Plus-Value 1 et de 17,5% de la Plus-Value 2 ;

(iii) si le Multiple est supérieur ou égal à 2,50 et inférieur à 3 : le Montant Prioritaire sera égal à la somme de 12,5% de la Plus-Value 1, de 17,5% de la Plus-Value 2 et de 22,5% de la Plus-Value 3 ;

(iv) si le Multiple est supérieur ou égal à 3 : le Montant Prioritaire sera égal à la somme de 12,5% de la Plus-Value 1, de 17,5% de la Plus-Value 2 et de 22,5% de la Plus-Value 3 et de 25% de la Plus-Value 4.

Il est précisé que le Montant Prioritaire :

- sera égale à zéro si le TRI est strictement inférieur à 10% ;
- se répartira entre les titulaires d'ADP au prorata du nombre d'ADP respectivement détenues par chaque Titulaire d'ADP concerné ;
- ne pourra avoir pour effet de faire baisser le TRI à un niveau inférieur à 10% (le cas échéant, le Montant Prioritaire sera réduit de telle sorte que le TRI après

paiement du Montant Prioritaire soit égal à 10%).

* * *

Annexe 3

Termes et conditions des ADP IT

1. CARACTERISTIQUES DES ADP IT

1.1 Nombre et prix d'émission des ADP IT

Il a été procédé à l'émission de 757.742 ADP IT.

Les ADP IT ont été émises, à un prix de 1 € de valeur nominale chacune, accompagné d'une prime d'apport de 0,04 € par ADP émises.

1.2 Forme des ADP IT

Les ADP IT sont créées exclusivement sous la forme nominative.

Conformément à l'article L. 228-1 du Code de Commerce, la propriété des ADP IT résulte de leur inscription en compte au nom de chacun de leurs titulaires (les "**Titulaires d'ADP IT**").

1.3 Droits de vote

Les ADP IT sont privées du droit de vote.

2. DROITS PARTICULIERS ATTACHES AUX ADP IT

2.1 Dividende Prioritaire

Sous réserve de l'existence d'un bénéfice distribuable et/ou de réserves d'un montant suffisant, et après soustraction de la dotation à la réserve légale (les "**Sommes Distribuables**"), chaque ADP IT a droit par priorité à un dividende préciputaire, prioritaire et cumulatif égal au montant des intérêts qu'aurait produit son prix de souscription s'il avait été placé au taux de dix pour cent (10 %) l'an, calculé, le cas échéant, prorata temporis sur la base d'une année de 365 jours (le « **Dividende Prioritaire Calculé**»).

Il est par ailleurs précisé qu'au-delà du 6ème anniversaire de l'émission des ADP IT, en l'absence de Sortie, le montant des intérêts visé ci-dessus sera ramené à sept pour cent (7 %) l'an.

Tout versement dudit Dividende Prioritaire Calculé en numéraire ou inscription en compte courant des Titulaires d'ADP IT est proscrit en dehors des hypothèses visées au 2.2 ci-après.

Il est par ailleurs précisé, compte tenu du caractère progressif du Dividende Prioritaire Calculé, que la base de calcul du Dividende Prioritaire Calculé au titre d'un exercice sera augmentée du Dividende Prioritaire Calculé au titre de l'exercice précédent.

2.2 Cession Totale et rachat des ADP IT

A l'occasion d'une Sortie, les ADP IT ne pourront être cédées qu'à leur valeur nominale uniquement augmentée du Dividende Prioritaire Calculé (le "**Prix de Cession**") et ne pourront donc donner accès à aucune plus-value autre.

Dans l'hypothèse où le Dividende Prioritaire Calculé s'avérerait inférieur à un droit à dividende théorique égal au montant des intérêts qu'aurait produit le prix de souscription de chaque ADP IT s'il avait été placé au taux de dix pour cent (10%) l'an sur la base d'une année civile de douze (12) mois (avec un caractère progressif, c'est-à-dire une base de calcul dudit dividende au titre d'une année civile constituée du prix de souscription de l'ADP IT, augmentée chaque année civile du droit à dividende théorique au titre de l'année précédente), ou au taux de sept pour cent (7%) l'an à compter du 6ème anniversaire de la Date de Réalisation (le « **Droit à Dividende Théorique** »), le Droit à Dividende Théorique, se substituera de plein droit, au Dividende Prioritaire Calculé, et

viendra compléter la valeur nominale des ADP IT pour former le Prix de Cession des ADP IT.

* * *